

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1669

25 juillet 2011

### SOMMAIRE

Cippus S.A. ....	80078	France Properties Luxco 1, S.à r.l. ....	80092
Compagnie Financière Nucleus S.C.A. ...	80078	French Residential Acquisitions S.à r.l. ...	80091
Constructions Berane S.à r.l. ....	80079	General Electronics SA .....	80094
CORSAIR (Luxembourg) N°8 S.A. ....	80079	GENUS Company Limited .....	80068
Costeley Development S.A. ....	80093	Goma Immobilière S.A. ....	80095
Créaforme S.A. ....	80080	Gourmand'In S.A. ....	80095
Creol s.à r.l. ....	80079	GSO Domestic Capital Funding (Luxem- bourg) S.à r.l. ....	80095
Cristalux Holding S.A. ....	80080	Helios Promotion Luxembourg S.A. ....	80095
Cristalux Holding S.A. ....	80080	Helios Promotion Luxembourg S.A. ....	80095
Curtis & Moore S.A. ....	80081	ILP III S.à r.l. ....	80109
DPGP Astra S.à.r.l. ....	80093	Immobilière des Sables S.A. ....	80109
DPGP Romania S.à.r.l. ....	80094	Immobilière Rue de Namur S.à r.l. ....	80096
DP Property Europe Holdings S.à r.l. ....	80093	International Emergency Services S.à r.l. .....	80068
EB Concept S.A. ....	80066	International Financial Data Services (Lu- xembourg) S.A. ....	80096
Ecauris S.à r.l. ....	80080	Istanbul Bond Company S.A. ....	80109
ECI Holdings S.à r.l. ....	80096	Kotak Funds .....	80069
EECF Gamma S.à r.l. ....	80078	Logistis III Luxembourg Feeder S.A. ....	80077
ELK Services S.A. ....	80081	Logistis III Luxembourg S.A. ....	80078
Equal Invest S.A. ....	80081	Nausica .....	80094
Euroquilles S.à r.l. ....	80080	Regalon S.à r.l. ....	80112
Fabmar S.à r.l. ....	80091	Samsonite Sub Holdings S.à r.l. ....	80069
FDV II Venture .....	80068	Stanley Munich 2 S.à r.l. ....	80109
FDV Venture .....	80068	Toyo Engineering Europe .....	80110
Fides Financial Services S.A. ....	80081	Twenty One Century Taxation Research Office S.A. ....	80110
Fidex Audit S.à r.l. ....	80111	Vector Investments S.A. ....	80112
Financière Hobby S.A. ....	80092	Vio Defensor SICAV-SIF .....	80081
Finexo S.A. ....	80067	WITEC Group SA .....	80112
FMC Finance III S.A. ....	80092		
Fondho S.à r.l. ....	80079		
Framel Net S.A. ....	80092		
France Properties Invest S.A. ....	80092		

**EB Concept S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-9570 Wiltz, 4, rue des Tondeurs.  
R.C.S. Luxembourg B 125.272.

L'an deux mil onze, le huit mars.

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société EB CONCEPT S.A., avec siège social à L-4940 Bascharage 87C Avenue de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Georges D'HUART, de résidence à Pétange, en date du 19 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 922 du 19 mai 2007,

modifiée suivant acte reçu par ledit notaire Georges d'HUART, en date du 08 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 918 du 18 mai 2007,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 125.272.

L'assemblée est ouverte à 11.40 heures et choisit comme président Monsieur Omer COLLARD, administrateur de société, demeurant à Wiltz, lequel fait également office de scrutateur

qui désigne comme secrétaire Madame Geneviève BERTRAND, employée privée, demeurant à B-6983 La Roche-en-Ardenne, Mousny 45.

L'assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Maurice WUESTENBERGHE, demeurant à B-Namur, 8, rue Henri Lecoq.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour*

1. Le transfert du siège de la société de Bascharage à L-9570 Wiltz, 4, Rue des Tondeurs et la modification subséquente de l'article premier alinéa 2 des statuts comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup> . (Alinéa 2).** Cette société aura son siège dans la commune de Wiltz.»

2. La démission de son mandat de commissaire aux comptes de Madame Christiane TEMPELS et la nomination en ses lieu et place de Monsieur Omer COLLARD

3. La prolongation du mandat des administrateurs jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2016

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée général, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège de la société de Steinfort à L-9570 Wiltz, 4, Rue des Tondeurs et de modifier en conséquence l'article premier, alinéa 2 des statuts comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup> . (Alinéa 2).** Cette société aura son siège dans la commune de Wiltz.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de démission de son mandat de commissaire aux comptes de Madame Christiane TEMPELS et la nomination en ses lieu et place de Monsieur Omer COLLARD administrateur de société, né à Harsin (Belgique), le 1 mars 1935, avec adresse professionnelle à L-9530 Wiltz, 24, Grand-Rue, jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2016

*Troisième résolution*

L'assemblée prolongation du mandat des administrateurs, Messieurs Brice PREVEL, Eric REVOL et Laurent PREVEL, jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2016.

*Réunion du conseil d'administration*

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'administration de la société anonyme «EB CONCEPT S.A.»

-, a) Monsieur Brice Prevel, administrateur de sociétés, né à Nouméa (Nouvelle Calédonie), le 18 juin 1973, demeurant à L-4698 Lasauvage, 81, place de Saintignon.

b) Monsieur Eric Revol; administrateur de sociétés, né à Antibes (F), le 3 décembre 1960, demeurant à L-4698 Lasauvage, 81, place de Saintignon.

c) Monsieur Laurent Prevel, administrateur de sociétés, né le 15 octobre 1971 à Noumea (Nouvelle Calédonie), demeurant à F 06600 Antibes, Résidence des Hespezides, 260, allée des Cigalles, Bâtiment C1

ici représentés par Monsieur Omer COLLARD, administrateur de sociétés, demeurant à Wiltz, en vertu de procurations sous seing privé,

lesquelles procurations après avoir été signé «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant resteront annexés au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci,

Lesquels membres présents ou représentés après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires ils ont prolongé le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Eric REVOL, prénommé, chargé de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par sa seule signature dans le cadre de cette gestion.

Tous les actes engageant la société devront revêtir obligatoirement la co-signature de Monsieur Eric REVOL.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.45 heures.

*Frais*

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 850.-€

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: O. Collard, G. Bertrand, Anja Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 10 mars 2011 - WIL/2011/194 – Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Wiltz, le 15 avril 2011.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2011075248/87.

(110082197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**Finexo S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 191.679,80.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54-56, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 118.255.

Monsieur Emmanuel Pellé, 4, rue Aristide Briand, F-95580 Andilly, a donné sa démission en tant que délégué à la gestion journalière de la société Finexo S.A. avec effet au 28 mars 2011, tout en conservant son mandat d'administrateur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2011.

Finexo S.A.

Signature

Référence de publication: 2011075249/15.

(110082459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**FDV II Venture, Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 101.480.

—  
EXTRAIT

Suite à la réunion du 16 mai 2011 le Conseil d'Administration de la Société à pris les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Eric Stampfli comme Administrateur avec effet au 31 mars 2011
- de nommer, avec effet immédiat, Monsieur Laurent Jacquemin, né le 31 mars 1976 à Nancy, France, et domicilié professionnellement au Coeur Défense Tour B, 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92400 Courbevoie, comme Administrateur de la Société jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FDV II Venture*

Signature

Référence de publication: 2011075250/16.

(110082393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**FDV Venture, Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 86.049.

—  
EXTRAIT

Suite à la réunion du 16 mai 2011 le Conseil d'Administration de la Société à pris les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Eric Stampfli comme Administrateur avec effet au 31 mars 2011
- de nommer, avec effet immédiat, Monsieur Laurent Vouin, né le 17 août 1966 à Langon, France, et domicilié professionnellement au Coeur Défense Tour B, 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92400 Courbevoie, comme Administrateur de la Société jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FDV VENTURE*

Signature

Référence de publication: 2011075251/16.

(110082388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**GENUS Company Limited, Société Anonyme.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du Dix Septembre.  
R.C.S. Luxembourg B 98.461.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement de la société GENUS Company Limited, tenue en date du 11 mai 2011 que:

- A l'unanimité, l'assemblée décide de transférer le siège social de la société GENUS Company Limited à L-2551 Luxembourg, 41, Avenue du X Septembre.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2011075256/14.

(110082257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**International Emergency Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 145.103.

—  
EXTRAIT

Les associés de la Société ont décidé en date du 17 mai 2011 d'accepter la démission de Monsieur Marco Pierettori comme gérant de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Gérant

Référence de publication: 2011075260/14.

(110082514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**Kotak Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 131.576.

—  
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires tenue au siège social le 27 avril 2011 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a noté la démission de Messieurs Shyam Kumare Abhishek Bhalotia avec effet au 30 septembre 2010;
2. L'Assemblée a élu comme Administrateurs jusqu'à la prochaine élection générale qui se tiendra en 2012:
  - Monsieur Varadarajan Viswanathan, Administrateur, demeurant au Royaume-Uni - 2<sup>nd</sup> Floor, Portspoken House, 155-157 Minories, Londres EC3N 1LS;
  - Monsieur Ruchit Puri, Administrateur, demeurant à Singapour - 16 Raffles Quay 35-02/03, Hong Leong Building, Singapour 048581.
3. L'Assemblée a ré-élu comme Administrateurs jusqu'à la prochaine élection générale qui se tiendra en 2012.
  - Monsieur Claude Ah Yuk Shing, Administrateur, demeurant à l'île Maurice - 5<sup>th</sup> floor GM Tower Broadway, 7 Maupin Street, Port Louis;
  - Monsieur Jérôme Wigny, Administrateur, demeurant au Luxembourg - 2 Place Winston Churchill, L-2014.
4. L'Assemblée a ré-élu KPMG Audit S.à r.l dont le siège social se situe 9 Allée Scheffer, L-2550 Luxembourg à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2012.

Pour KOTAKFUNDS

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011075264/25.

(110082307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**Samsonite Sub Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 160.185.

In the year two thousand eleven, on the eleventh day of June.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Samsonite International S.A., a public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159469 (the "Sole Shareholder");

hereby represented by Mrs. Delphine Tempé, Attorney-at-Law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy established on 11 June 2011.

The said proxy after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

It is the Sole Shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of "Samsonite Sub Holdings S.à r.l.", governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 160.185 and incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 24 March 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter referred to as the "Company").

The share capital of the Company is currently set at twenty-five thousand United States Dollars (USD 25,000.-) represented by two million five hundred thousand (2,500,000) shares (parts sociales), with a nominal value of United States Dollars one cent (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid-up.

The Sole Shareholder, duly represented as stated hereinabove, having recognized to be fully informed of the resolutions to be taken, has decided to vote on all items of the following agenda:

- a. Waiver of the prior convening notice;
- b. creation of two classes of shares being the ordinary shares of class A, having a nominal value of United States Dollars one cent (USD 0.01) each (the "Class A Ordinary Shares"), and the preferential shares of class B having a nominal value of United States Dollars one cent (USD 0.01) each (the "Class B Preference Shares"); reallocation of the subscribed share capital between the Class A Ordinary Shares and the Class B Preference Shares;
- c. amendment of the articles of association of the Company in order (i) to reflect the resolutions to be taken on the basis of item b. above and (ii) to determine the rights and obligations attached to each class of shares;
- d. increase of the share capital of the Company by an amount of fifty-five million three hundred ninety-two thousand nine hundred ninety-one United States Dollars (USD 55,392,991) in order to raise it from its current amount of twenty-five thousand United States Dollars (USD 25,000) to fifty-five million four hundred seventeen thousand nine hundred ninety-one United States Dollars (USD 55,417,991) by issuing (i) five billion four hundred thirty-nine million two hundred ninety-nine thousand one hundred (5,439,299,100) Class A Ordinary Shares, and (ii) one hundred million (100,000,000) Class B Preference Shares with a total share premium of two billion three hundred forty million seven hundred fifty-four thousand two hundred twenty-five United States Dollars eighty-three Cents (USD 2,340,754,225.83);
- e. subscription to and full payment by the Sole Shareholder of the Class A Ordinary Shares at par value, and of the Class B Preference Shares with a share premium, by way of a contribution in kind consisting of two billion one hundred forty-three million three hundred ninety-four thousand nine hundred ninety-eight (2,143,394,998) shares with a nominal value of one cent of United States Dollars (USD 0.01), being all the shares in the share capital of Delilah Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg with registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 147.732, and representing one hundred percent (100%) of its share capital (the "Contribution in Kind"), as further described in a report of the board of directors (conseil de gérance) of the Company dated 11 June 2011 (the "Company's Report") and a report of KPMG Audit Sàrl independent auditor (réviseur d'entreprises) with professional address at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (the "Auditor's Report");
- f. subsequent modification of article 6.1 of the articles of association of the Company ("Subscribed and paid-up share capital"); and
- g. miscellaneous.

Consequently, on the basis of the above agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to waive the prior convening notice, considering itself as duly convened and declaring having full knowledge of the purpose of the present agenda, which has been communicated to it.

*Second resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to create two classes of shares (classes de parts sociales) in the share capital of the Company, namely Class A Ordinary Shares and Class B Preference Shares and to reallocate the existing two million five hundred thousand (2,500,000) shares as follows:

two million five hundred thousand (2,500,000) Class A Ordinary Shares.

*Third resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder RESOLVES to amend the existing articles 6.1 and 6.2 of the articles of association of the Company, delete the existing article 6.3 of the articles of association of the Company and add a new article 6.3 to article 6 of the articles of association of the Company, such article 6 shall henceforth read as follows:

**" Art. 6. Share capital – Shares.**

**6.1. - Subscribed and paid-up share capital**

The Company's share capital is fixed at twenty-five thousand United States Dollars (USD 25,000.-) represented as follows:

- two million five hundred thousand (2,500,000) ordinary shares of class A (parts sociales ordinaires de classe A) of United States Dollars one cent (USD 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up (the "Class A Ordinary Shares").

At the moment and as long as all the Shares are held by only one shareholder, the Company is a one-member company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law; In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, thus entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.



#### 6.2. - Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one class of Shares through the repurchase and cancellation of the Shares in issue in such class of Shares.

#### 6.3. - Share premium

The Shares of any class of Shares can be issued subject to the payment of a share premium (the "Share Premium"). The Share Premium shall be allocated to a specific reserve (the "Share Premium Reserve") for each class of Shares.

Notwithstanding any other provision, if any Class B Preference Share is issued subject to the payment of a share premium (the "Class B Share Premium"), the Class B Share Premium shall be allocated to a reserve which is reserved and, to the extent permitted by the Law, available for any type of distribution to the sole holders of Class B Preference Shares, as applicable, as long as the Class B Preference Shares are outstanding.

Decisions as to the use of the Share Premium Reserve are to be taken in a general shareholders' meeting.

#### 6.4. - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.5. - Transfer of Shares

In case of a sole shareholder, the Shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and article 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

#### 6.6. - Registration of Shares

All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law."

### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to amend articles 12.1 and 13 of the articles of association of the Company to determine the rights and obligations of (i) the Class A Ordinary Shares and (ii) the Class B Preference Shares.

As a consequence of such resolution, articles 12.1 and 13 of the articles of association of the Company will henceforth read as follows:

" **12.1. General principle.** Each year, with reference to the end of the Company's year, the directors(s) (gérant(s)) must prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all of the Company's commitments and the debts of the directors(s) (gérant(s)), the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company as well as the balance sheet and the profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, cost, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five per cent (5%) of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth (1/10) of the subscribed share capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth (1/10) of the subscribed share capital, the five per cent (5%) annual contribution shall be resumed until such one tenth (1/10) proportion is restored.

The excess of the net annual profit, if any, may be distributed to the shareholder(s) as follows:

- each holder of Class B Preference Shares shall be entitled to receive prior to each holder of Class A Ordinary Shares an amount per share equal to one per cent (1%) of its nominal value; and

- after the payment in full of the dividend attached to the Class B Preference Shares, each holder of Class A Ordinary Shares shall be entitled to the remaining of the net annual profits in proportion to its respective holding in the Class A Ordinary Shares."

" **Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by the sole director (gérant) or the directors (gérants) in office or failing them by one or more liquidators appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders.

The liquidator or the liquidators shall be vested with the broadest powers in the realization of the assets and the payment of debts.

The par value and issue premium paid with respect to the Class B Preference Shares shall be paid to the holders of Class B Preference Shares in priority to payment of the par value and issue premium to be paid to the holders of Class A Ordinary Shares with respect to the Class A Ordinary Shares.

Thereafter, any liquidation bonus shall be distributed to the shareholders as follows:

- each holder of Class B Preference Shares shall be entitled to a liquidation bonus preference right equal to one per cent (1%) of its nominal value per share, which liquidation preference rights shall first be satisfied. It being understood that in case the assets of the Company available for distribution, are not sufficient to pay the holders of Class B Preference Shares, the full liquidation bonus preference rights to which they are entitled, the assets available for distribution will be distributed to the holders of the Class B Preference Shares in proportion to their shareholding in the Company;
- after payment in full of the liquidation preference rights to the holders of the Class B Preference Shares, any remaining assets shall be distributed to the holders of the Class A Ordinary Shares.”

#### *Fifth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of fifty-five million three hundred ninety-two thousand nine hundred ninety-one United States Dollars (USD 55,392,991) in order to raise it from its current amount of twenty-five thousand United States Dollars (USD 25,000) to fifty-five million four hundred seventeen thousand nine hundred ninety-one United States Dollars (USD 55,417,991) by issuing (i) five billion four hundred thirty-nine million two hundred ninety-nine thousand one hundred (5,439,299,100) Class A Ordinary Shares, and (ii) one hundred million (100,000,000) Class B Preference Shares increased by a share premium allocated to such Class B Preference Shares of an aggregate amount of two billion three hundred forty million seven hundred fifty-four thousand two hundred twenty-five United States Dollars eighty-three Cents (USD 2,340,754,225.83).

#### *Subscription - Payment*

The Sole Shareholder, represented as stated here above, DECLARES to subscribe for the Class A Ordinary Shares and the Class B Preference Shares, and to fully pay up the Class A Ordinary Shares at par value and the Class B Preference Shares with a share premium, by way of the “Contribution in Kind”, as further described in the Company’s Report, so that the total amount of two billion three hundred ninety-six million one hundred forty-seven thousand two hundred sixteen United States Dollars eighty-three cents (USD 2,396,147,216.83) is from now at the disposal of the Company.

The “Contribution in Kind”, in an aggregate amount of two billion three hundred ninety-six million one hundred forty-seven thousand two hundred sixteen United States Dollars eighty-three cents (USD 2,396,147,216.83) is allocated as follows:

- an amount of fifty-four million three hundred ninety-two thousand nine hundred ninety-one United States Dollars (USD 54,392,991.-) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company for payment of the Class A Ordinary Shares,
- an amount of one million United States Dollars (USD 1,000,000.-) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company for payment of the Class B Preference Shares, and
- an amount of two billion three hundred forty million seven hundred fifty-four thousand two hundred twenty-five United States Dollars eighty-three Cents (USD 2,340,754,225.83) is to be allocated to a share premium reserve account for payment of the issue premium allocated to the Class B Preference Shares of the Company, and available for distribution to the sole holders of Class B Preference Shares in accordance with article 6.3 (Share premium) of the articles of association of the Company.

#### *Declaration*

It results from a declaration issued on the date hereof by the Sole Shareholder that:

- it is the owner of one hundred percent (100%) of ordinary shares in the share capital of Delilah Holdings S.à r.l. (the “Delilah Shares”);
- it has the power to dispose of the Delilah Shares;
- the Delilah Shares are neither encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct thereon and the shares are not subject to any attachment;
- there exists no pre-emption rights nor any other rights pursuant to which any person may request that the Delilah Shares be transferred to it;
- the Delilah Shares are freely transferable; and
- all formalities required, whether in Luxembourg, in relation to the contribution in kind of the Delilah Shares to the Company, have been effected or will be effected.

The valuation of the Contribution in Kind to the Company is evidenced by the Company’s Report which valued it at two billion three hundred ninety-six million one hundred forty-seven thousand two hundred sixteen United States Dollars eighty-three cents (USD 2,396,147,216.83).



The contribution in kind of the Delilah Shares has been subject to the Auditor's Report as drawn up by KPMG Audit Sàrl, independent auditor (réviseur d'entreprises), with professional address at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and which concludes as follows:

"Based on our review carried out as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution does not correspond at least to the number and par value of the shares, increased by the share premium, to be issued in consideration."

The Company's Report and the Auditor's Report, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of the registration.

#### *Sixth resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder RESOLVES to amend the paragraph 6.1 of the articles of association of the Company that will henceforth read as follows:

**6.1. Subscribed and Paid-up share capital.** "The Company's share capital is fixed at fifty-five million four hundred seventeen thousand nine hundred ninety-one United States Dollars (USD 55,417,991) represented as follows:

- five billion four hundred forty-one million seven hundred ninety-nine thousand one hundred (5,441,799,100) ordinary shares of class A (parts sociales ordinaires de classe A) of United States Dollars one cent (USD 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up (the "Class A Ordinary Shares").

- one hundred million (100,000,000) preferential shares of class B (parts sociales privilégiées de classe B) of United States Dollars one cent (USD 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up (the "Class B Preference Shares", together with the Class A Ordinary Shares, the "Shares").

At the moment and as long as all the Shares are held by only one shareholder, the Company is a one-member company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law; In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, thus entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing".

There being no further business, the meeting is terminated.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 7,500.-.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le onzième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Samsonite International S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 159469 (l'«Associé Unique»)

ici représentée par Madame Delphine Tempé, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée en date du 11 juin 2011.

La dite procuration après avoir été signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme stipulé ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Elle est l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de «Samsonite Sub Holdings S. à r.l.» régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.185 et constituée suivant acte du notaire Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 mars 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»).

Le capital social de la Société s'élève actuellement à vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000,-) représenté par deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales d'une valeur d'un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et libérées.

L'Associé Unique, dûment représenté comme décrit ci-dessus, a reconnu être dûment informé des résolutions à prendre, a décidé de voter sur tous les points de l'agenda reproduit ci-après:

- a) Renonciation à la convocation préalable;
- b) création de deux classes de parts sociales, étant les parts sociales ordinaires de classe A, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe A»), et les parts sociales privilégiées de classe B, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B»); réallocation du capital social souscrit entre les Parts Sociales Ordinaires de Classe A et les Parts Sociales Privilégiées de Classe B;
- c) modification des statuts de la Société en vue (i) de refléter les résolutions prises sur base du point b) ci-dessus et (ii) déterminer les droits et obligations attachés à chaque classe de parts sociales;
- d) augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinquante-cinq millions trois cent quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars américains (USD 55.392.991) de manière à le porter de son montant actuel de vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000) à cinquante-cinq millions quatre cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars américains (USD 55.417.991,-) par l'émission de (i) cinq milliards quatre cent trente neuf millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent (5.439.299.100) Parts Sociales Ordinaires de Classe A et (ii) cent millions (100.000.000) Parts Sociales Privilégiées de Classe B avec une prime d'émission de deux milliards trois cent quarante millions sept cent cinquante-quatre mille deux cent vingt-cinq dollars américains quatre-vingt-trois centimes (USD 2.340.754.225,83);
- e) souscription et paiement intégral par l'Associé Unique des Parts Sociales Ordinaires de Classe A à leur valeur nominale et des Parts Sociales Privilégiées de Classe B, avec une prime d'émission, par un apport en nature consistant en deux milliards cent quarante-trois millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (2.143.394.998) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (USD 0,01) chacune, étant toutes les parts sociales représentant le capital social de Delilah Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 147.732 et représentant cent pourcent (100 %) de son capital social (l'«Apport en Nature»), tel que décrit dans un rapport du conseil de gérance de la Société daté du 11 (le «Rapport de la Société»), et un rapport de KPMG Audit Sàrl, réviseur d'entreprises ayant son adresse professionnelle au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (le «Rapport de l'Auditeur»);
- f) modification subséquente de l'article 6.1 des statuts de la Société («Capital Souscrit et Libéré»); et
- g) divers.

En conséquence et sur base de l'agenda repris ci-dessus, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolutions*

L'Associé Unique DECIDE de renoncer à la convocation préalable, se considérant dûment convoqué et déclarant avoir entière connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique DECIDE de créer deux classes de parts sociales dans le capital social de la Société à savoir les Parts Sociales Ordinaires de Classe A et les Parts Sociales Privilégiées de Classe B et de réallouer les deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales existantes, comme ci-dessous:

deux millions cinq cent mille (2.500.000) Parts Sociales Ordinaires de Classe A.

#### *Troisième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique DECIDE de modifier les articles existants 6.1 et 6.2 des statuts de la Société, de supprimer l'article 6.3 existant des statuts de la Société et d'ajouter un nouvel article 6.3 à l'article 6 des statuts de la Société, cet article 6 sera dorénavant libellé comme suit:

### **Art. 6. Capital social – parts sociales.**

#### **6.1 - Capital souscrit et libéré**

Le capital social de la Société est fixé à vingt-cinq mille Dollars Américains (USD 25.000,-) représenté par:

- deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales ordinaires de classe A ayant une valeur nominale d'un centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe A»).

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

#### **6.2 - Modification du capital social**

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation des Parts Sociales, incluant l'annulation d'une classe de Parts Sociales par le rachat et l'annulation des Parts Sociales existantes dans cette classe de Parts Sociales.

### 6.3 - Prime d'émission

Les Parts Sociales de toutes classes de Parts Sociales peuvent être émises sujettes au paiement d'une prime d'émission (la «Prime d'Emission»). La Prime d'Emission sera allouée à une réserve spécifique (la «Réserve de la Prime d'Emission») pour chaque classe de Parts Sociales.

Malgré toutes autres dispositions, si n'importe quelle Part Sociale Privilégiée de Classe B est émise sujette au paiement d'une prime d'émission (la «Prime d'Emission de Classe B»), la Prime d'Emission de Classe B sera allouée à une réserve qui est réservée et, et dans la mesure permise par la Loi, disponible pour tout type de distribution aux seuls détenteurs de Parts Sociales Privilégiées de Classe B, le cas échéant, aussi longtemps que les Parts Sociales Privilégiées de Classe B sont en circulation.

Les décisions relatives à l'utilisation de la Réserve de la Prime d'Emission sont prises en assemblée générale des associés.

### 6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### 6.5 - Transfert de Parts Sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les Parts Sociales détenues par chaque associé ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les Parts Sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Le transfert de Parts Sociales doit s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Le transfert ne peut être opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

### 6.6 - Enregistrement de Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

## Quatrième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier les articles 12.1 et 13 des statuts de la Société afin de déterminer les droits et obligations (i) des Parts Sociales Ordinaires de Classe A et (ii) des Parts Sociales Privilégiées de Classe B.

En conséquence de cette résolution, les articles 12.1 et 13 des statuts de la Société seront libellés comme suit:

**12.1. Principe général.** Chaque année, en référence à la fin de l'exercice social de la Société, le(s) gérant(s) doit/doivent préparer un inventaire incluant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements et dettes de la Société de(s) gérant(s), du commissaire aux comptes (le cas échéant) et des associés envers la Société, ainsi que le bilan et le compte de profit et de perte.

Le solde créditeur du compte de profit et de perte, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net annuel de la Société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à, et aussi longtemps que la réserve légale atteigne un dixième (1/10) du capital social souscrit. Si en tout temps, et pour quelque raison que ce soit, la réserve légale tombe en dessous du dixième (1/10) du capital social souscrit, les cinq pour cent (5 %) de contribution annuelle seront repris jusqu'à ce que la proportion d'un dixième (1/10) soit rétablie.

L'excès du bénéfice net annuel, le cas échéant, peut être distribué aux associé(s) comme ci-dessous:

- Chaque détenteur de Parts Sociales Privilégiées de Classe B sera autorisé à recevoir, avant chaque détenteur de Parts Sociales Ordinaires de Classe A, un montant par part sociale égal à un pour cent (1 %) de sa valeur nominale;

- Après le paiement en intégralité du dividende attaché aux Parts Sociales Privilégiées de Classe B, chaque détenteur de Parts Sociales Ordinaires de Classe A sera autorisé au solde des bénéfices nets annuels, en proportion à sa participation respective de Parts Sociales Ordinaires de Classe A.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Dans le cas d'une dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par le gérant unique ou les gérants en fonction, ou à défaut par un ou plusieurs liquidateurs nommé par l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés.

Le liquidateur ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus larges dans la réalisation des actifs et du paiement des dettes.

La valeur nominale et la prime d'émission payée relativement aux Parts Sociales Privilégiées de Classe B seront payées aux détenteurs des Parts Sociales Privilégiées de Classe B en priorité au paiement de la valeur nominale et la prime

d'émission payées aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires de Classe A relativement aux Parts Sociales Ordinaires de Classe A.

Ensuite, tout boni de liquidation sera distribué aux associés comme ci-dessous:

- Chaque détenteur de Parts Sociales Privilégiées de Classe B sera autorisé à un droit préférentiel de boni de liquidation égal à un pour cent (1 %) de sa valeur nominale par part sociale, auquel les droits préférentiels seront premièrement satisfaits. Il est entendu que dans le cas où les actifs de la Société disponibles pour distribution ne sont pas suffisants pour payer les détenteurs des Parts Sociales Privilégiées de Classe B, l'entière des droits préférentiels de boni de liquidation auxquels ils sont autorisés, les actifs disponibles pour distribution seront distribués aux détenteurs de Parts Sociales Privilégiées de Classe B en proportion de leur participation dans la Société;

- Après le paiement intégral des droits préférentiels de liquidation aux détenteurs de Parts Sociales Privilégiées de Classe B, tous les actifs restant disponibles seront distribués aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires de Classe A.

#### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinquante-cinq millions trois cent quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars américains (USD 55.392.991) de manière à le porter de son montant actuel de vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000) à cinquante-cinq millions quatre cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars américains (USD 55.417.991,-) par l'émission de (i) cinq milliards quatre cent trente neuf millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent (5.439.299.100) Parts Sociales Ordinaires de Classe A et (ii) cent millions (100.000.000) Parts Sociales Privilégiées de Classe B augmenté d'une prime d'émission allouée aux Parts Sociales Privilégiées de Classe B d'un montant total de deux milliards trois cent quarante millions sept cent cinquante-quatre mille deux cent vingt-cinq dollars américains quatre-vingt-trois centimes (USD 2.340.754.225,83).

#### *Souscription – Paiement*

L'Associé Unique, dûment représenté comme stipulé ci-dessus, DECLARE souscrire les Parts Sociales Ordinaires de Classe A et les Parts Sociales Privilégiées de Classe B et libérer entièrement les Parts Sociales Ordinaires de Classe A à leur valeur nominale et les Parts Sociales Privilégiées de Classe B, avec une prime d'émission, par l'Apport en Nature, tel que décrit dans le Rapport de la Société, ainsi, le montant total de deux milliard trois cent quatre-vingt-seize millions cent quarante sept mille deux cent seize Dollars Américains quatre-vingt trois cents (USD 2.396.147.216,83) est dès à présent à la disposition de la Société.

L'Apport en Nature, d'un montant total de deux milliard trois cent quatre-vingt-seize millions cent quarante sept mille deux cent seize Dollars Américains quatre-vingt trois cents (USD 2.396.147.216,83) est alloué comme ci-dessous:

- Un montant de cinquante-quatre millions trois cent quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars américains (USD 54.392.991) est alloué au compte capital social de la Société pour le paiement des Parts Sociales Ordinaires de Classe A;

- Un montant de un million de dollars américains (USD 1.000.000,-) est alloué au compte capital social de la Société pour le paiement des Parts Sociales Privilégiées de Classe B;

- Un montant de deux milliards trois cent quarante millions sept cent cinquante-quatre mille deux cent vingt-cinq dollars américains quatre-vingt-trois centimes (USD 2.340.754.225,83) est alloué au compte de réserve prime d'émission pour le paiement de la prime d'émission allouée aux Parts Sociales Privilégiées de Classe B, et disponible pour distribution aux seuls détenteurs de Parts Sociales Privilégiées de Classe B conformément à l'article 6.3 (Prime d'émission) des statuts de la Société.

#### *Déclaration*

Il résulte d'une déclaration émise en date des présentes par l'Associé Unique que:

- Il est le détenteur de cent pour cent (100 %) des parts sociales ordinaires du capital social de Delilah Holdings S.à r.l. (les «Parts Sociales de Delilah»);

- il a le pouvoir de disposer des Parts Sociales de Delilah;

- les Parts Sociales de Delilah ne sont pas grevées de gage ou d'usufruit, il n'existe aucun droit à acquérir un tel gage ou usufruit et aucune des parts sociales n'est sujette à saisie;

- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit de se voir attribuer une ou plusieurs Parts Sociales de Delilah;

- les Parts Sociales de Delilah sont librement transmissibles;

- toutes les formalités requises au Grand-Duché de Luxembourg, ont été ou seront effectuées.

La valeur de l'Apport en Nature à la Société est prouvée par le Rapport de la Société qui l'évalue à deux milliard trois cent quatre-vingt-seize millions cent quarante sept mille deux cent seize Dollars Américains quatre-vingt trois cents (USD 2.396.147.216,83).

L'apport en nature des Parts Sociales de Delilah a été sujet à un Rapport de l'Auditeur, établi par KPMG Audit Sàrl, réviseur d'entreprises, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et qui conclut:

«Sur base de notre examen effectué comme décrit ci-dessus, rien n'a été porté à notre attention qui nous porterait à croire que la valeur de l'apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des parts sociales, augmentées de la prime d'émission, qui vont être émises en contrepartie».

Le Rapport de la Société et le Rapport de l'Auditeur, après avoir été signés ne varient par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

#### *Sixième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique DECIDE de modifier le paragraphe 6.1 des statuts de la Société, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

**6.1. Capital souscrit et Libéré.** Le capital social de la Société est fixé à cinquante-cinq millions quatre cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars américains (USD 55.417.991,-) représenté par:

- cinq milliards quatre cent quarante et un million sept cent quatre-vingt dix-neuf mille cent (5.441.799.100) parts sociales ordinaires de classe A ayant une valeur nominale d'un centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe A»).

- cent millions (100.000.000) parts sociales privilégiées de classe B ayant une valeur nominale d'un centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B», ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires de Classe A, les «Parts Sociales»).

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de quelque nature qu'ils soient, incombant à la société à raison du présent acte, sont estimés à EUR 7.500.-.

Le notaire instrumentant, qui affirme maîtriser la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est libellé en anglais, suivi d'une traduction française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE notarié, dressé et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la personne comparante, celle-ci a signé l'original du présent acte avec le notaire

Signé: D. TEMPE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juin 2011. Relation: LAC/2011/27911. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 juillet 2011.

Référence de publication: 2011096235/449.

(110109339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2011.

---

#### **Logistis III Luxembourg Feeder S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 140.269.

La Société prend note qu'en date du 3 janvier 2011, le conseil de gérance de AEW EUROPE S.à.r.l, administrateur de la Société, a décidé de nommer en tant que représentant permanent Monsieur Ronan BODERE, né le 6 janvier 1977 à Valognes (France), demeurant à L-1841 Luxembourg, 2-4 rue du Palais de Justice, en remplacement de Monsieur Yves BARTHELIS avec effet immédiat.

Ainsi fait à Luxembourg, le 25 mai 2011.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011075266/14.

(110082548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**Logistis III Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 140.171.

La Société prend note qu'en date du 3 janvier 2011, le conseil de gérance de AEW EUROPE S.à.r.l, administrateur de la Société, a décidé de nommer en tant que représentant permanent Monsieur Ronan BODERE, né le 6 janvier 1977 à Valognes (France), demeurant à L-1841 Luxembourg, 2-4 rue du Palais de Justice, en remplacement de Monsieur Yves BARTHELIS avec effet immédiat.

Ainsi fait à Luxembourg, le 25 mai 2011.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011075267/14.

(110082550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**Cippus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 145.290.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011075332/14.

(110083655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Compagnie Financière Nucleus S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2011.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011075333/12.

(110083649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**EECF Gamma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 453.425,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.756.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2011.

*Pour EECF Gamma S.à r.l.*

Représenté par Stéphane Hépineuze

*Gérant MidEuropa*

Référence de publication: 2011075354/14.

(110083262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.



**Constructions Berane S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3980 Wickrange, 17, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 148.331.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075334/10.

(110083386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Creol s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4303 Esch-sur-Alzette, 28, rue des Remparts.

R.C.S. Luxembourg B 20.175.

## LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 26 mai 2011, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation conformément à l'article 203 de la loi sur les sociétés commerciales, de la société à responsabilité limitée CREOL SARL, avec siège social statutaire à L-4303 Esch-Alzette, 28 rue des Remparts, de fait inconnue a cette adresse.

Ce jugement a déclaré applicable les dispositions légales relatives à la liquidation de la faillite et ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Karima HAMMOUCHE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Les déclarations de créance sont à faire au greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6<sup>ème</sup> chambre.

Pour extrait conforme

Maître Karima HAMMOUCHE

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2011075337/19.

(110083516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Fondho S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 99.527.

## EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement de la société FONDHO S.à r.l., tenue en date du 11 avril 2011 que:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société FONDHO S.à r.l. au 41, avenue du X Septembre L-2551 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2011075370/14.

(110083029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**CORSAIR (Luxembourg) N°8 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 90.499.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011075335/10.

(110083266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Créaforme S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4994 Schouweiler, 98, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 109.235.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075336/10.

(110083340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Cristalux Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 52.075.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011075338/10.

(110083500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Cristalux Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 52.075.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011075339/10.

(110083505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Euroquilles S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 151, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 68.122.

## LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 26 mai 2011, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 6<sup>ème</sup> chambre, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société EUROQUILLES SARL (B 68 122) avec siège social à L-8009 STRASSEN - 151, route d'Arlon, de fait inconnue à cette adresse.

Luxembourg, le 27 mai 2011.

Pour extrait conforme  
Me Alexandre DILLMANN  
9a, boulevard du Prince Henri  
BP 846 L-2018 Luxembourg  
*Le liquidateur / Avocat à la Cour*

Référence de publication: 2011075361/17.

(110083036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Ecauris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 103.093.

## LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 26 mai 2011, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 6<sup>ème</sup> chambre, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ECAURIS SARL (B 103 093) dont le siège social à L-1940 LUXEMBOURG - 310, route de Longwy, a été dénoncé en date du 27 juillet 2006.

Luxembourg, le 27 mai 2011.  
Pour extrait conforme  
Me Alexandre DILLMANN  
9a, boulevard du Prince Henri  
BP 846 L-2018 Luxembourg  
*Le liquidateur / Avocat à la Cour*

Référence de publication: 2011075352/16.

(110083041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Curtis & Moore S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.  
R.C.S. Luxembourg B 126.069.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075344/10.

(110083326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**ELK Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.  
R.C.S. Luxembourg B 138.378.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075356/10.

(110083508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Equal Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.  
R.C.S. Luxembourg B 120.533.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075360/10.

(110083312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Fides Financial Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9650 Esch-sur-Sûre, 4, rue du Pont.  
R.C.S. Luxembourg B 131.552.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075362/10.

(110083219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Vio Defensor SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 161.999.

---

STATUTEN

Im Jahre zweitausend und elf, am sechsten Tag des Monats Juli.

Vor dem unterzeichnenden Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Grossbötzl, Schmitz und Partner Vermögensverwaltersozietät GmbH, Gesellschaft mit Sitz in Königsallee 60G, 40212 Düsseldorf; Deutschland, eingetragen im Handelsregister Amtsgericht Düsseldorf, HRB 20712, hier vertreten durch Herrn Manfred Hoffmann, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer in Düsseldorf am 30. September 2010 ausgestellten Vollmacht;

2) GS&P Institutional Management GmbH, Gesellschaft mit Sitz in Königsallee 60G, 40212 Düsseldorf, Deutschland, eingetragen im Handelsregister Amtsgericht Düsseldorf, HRB 34909, hier vertreten durch Frau Corinne Prinz, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer in Düsseldorf am 30. Juni 2011 ausgestellten Vollmacht;

Die erteilten Vollmachten, welche „ne varietur“ durch die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien sowie den unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde als Anlage beigelegt, um gleichzeitig mit ihr einregistriert zu werden.

Die Erschienenen, vertreten wie hiervor erwähnt, haben den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds („société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS“) urkundlich festzustellen, die sie hiermit beschließen und deren Satzung wie folgt lautet:

**Art. 1. Name.** Zwischen der Zeichnerin und allen zukünftigen Aktionären besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital -Spezialisierter Investmentfonds („société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS“), unter dem Namen „VIO DEFENSOR SICAV-SIF“ (die „Gesellschaft“).

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Findel-Golf, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrates kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Findel-Golf verlegt werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, militärische oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche nach Meinung des Verwaltungsrats die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Beendigung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorläufige Maßnahme hat jedoch keinerlei Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin luxemburgisch bleibt.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist für eine unbeschränkte Dauer gegründet. Sie kann zu jeder Zeit durch einen mit den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen einer Abänderung dieser Satzung getroffenen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden.

**Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft.** Ausschließlicher Gegenstand der Gesellschaft ist die Erzielung eines größtmöglichen Ertrages bei gleichzeitiger Wahrung eines ausgewogenen Risikogrades. Die Gesellschaft verfolgt dabei langfristige Anlageziele. Die Grundsätze der Anlagepolitik sind in Artikel 20 der vorliegenden Satzung festgelegt.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gegenstands für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner aktuellen Fassung(im folgenden „Gesetz von 2007“ genannt).

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem in Artikel 12 der Satzung definierten Nettoinventarwert der Gesellschaft entsprechen. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend (31.000,-) Euro und ist in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestkapital der Gesellschaft von einer Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,-) Euro muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierte Investmentgesellschaft mit variablem Kapital nach Luxemburger Recht erreicht werden. Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass innerhalb der Gesellschaft eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben. Der Verwaltungsrat hat jederzeit das unbeschränkte Recht, gemäß Artikel 13 der vorliegenden Satzung zusätzliche voll eingezahlte Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Aktien einzuräumen. Ferner kann der Verwaltungsrat die vorhandenen Aktien in eine größere Anzahl von Aktien unterteilen unter dem Vorbehalt, dass der Gesamtinventarwert der neuen Aktien nicht höher sein darf als der Inventarwert der unterteilten Aktien.

Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsträger der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäß bevollmächtigte Person damit beauftragen, Zeichnungen für solche neuen Aktien entgegenzunehmen, diese Aktien auszustellen und die entsprechende Zahlung in Empfang zu nehmen.

Der Erlös der Ausgabe einer jeden Aktie wird gemäß Artikel 4 der vorliegenden Satzung in Vermögenswerte angelegt, welche solchen geographischen Zonen, Industriesektoren, Währungszonen oder solchen spezifischen Arten von Vermögenswerten entsprechen, wie sie jeweils vom Verwaltungsrat für jede Aktie bestimmt werden.

**Art. 6. Aktien.** Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben. Im Falle von Namensaktien hat der Verwaltungsrat das Recht, zu entscheiden, ob Zertifikate für Namensaktien ausgegeben werden oder nicht. Falls

der Verwaltungsrat entschieden hat, Zertifikate für Namensaktien auszugeben, und ein Aktionär nicht ausdrücklich Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm anstelle dieser Zertifikate eine Bestätigung seines Aktieneigentums ausgehändigt. Wünscht ein Inhaber von Namensaktien die Ausstellung mehrerer Zertifikate für seine Aktien, so können ihm die Kosten für solche zusätzlichen Zertifikate auferlegt werden. Die Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Diese Unterschriften können handschriftlich, in gedruckter Form oder durch Stempel angebracht werden. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine zu diesem Zwecke vom Verwaltungsrat bevollmächtigte Person erfolgen. In diesem Falle muss die Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in der jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Form ausstellen.

Aktien können lediglich unter Voraussetzung der Zeichnungsannahme und dem Erhalt des Kaufpreises, gemäß Artikel 13 der vorliegenden Satzung, ausgegeben werden. Nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises erhält der Zeichner, binnen kurzer Zeit, die Aktienzertifikate oder eine Bestätigung bezüglich der von ihm erworbenen Aktien.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Namensaktien werden in das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren damit beauftragten Person(en) geführte Aktienregister eingetragen, welches den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnsitz oder sein Wahlmizil, soweit der Gesellschaft bekannt gegeben, die Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Aktien und den für die einzelnen Aktien gezahlten Preis angibt. Jede Übertragung einer Namensaktie wird in das Aktienregister eingetragen und jede solche Übertragung wird von einem oder mehreren Angestellten, oder von einer oder mehreren Personen, die diesbezüglich vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurden, unterzeichnet.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen sollen. Diese Adresse wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen.

Sollte ein Aktionär es versäumen, eine Adresse anzugeben, so kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Notiz ins Aktienregister eintragen lassen, und als Adresse des betreffenden Aktionärs gilt alsdann die des Gesellschaftssitzes, oder jedwede andere jeweils von der Gesellschaft eingetragene Adresse, dies bis zur Angabe einer anderen Adresse durch diesen Aktionär. Der Aktionär kann die im Aktienregister eingetragene Adresse jederzeit, durch eine Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an jede andere von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft zu bestimmende Adresse, ändern lassen.

Falls die Zahlung des Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese ins Aktienregister eingetragen. Dieser Bruchteil gewährt kein Stimmrecht, gibt jedoch zu den von der Gesellschaft diesbezüglich festgelegten Bedingungen Anrecht auf anteilmäßige Dividenden.

Die Zahlung von Dividenden an Inhaber von Namensaktien erfolgt an ihre im Aktienregister angegebene Adresse.

**Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.** Falls ein Aktionär der Gesellschaft zur Genüge beweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Aktienzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und Garantien einschließlich einer Sicherheit einer Versicherungsgesellschaft ausgestellt werden. Nach der Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Aktienzertifikats wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft durch neue ersetzt werden. Die beschädigten Zertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und umgehend annulliert.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten, auferlegen.

**Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen durch Verwaltungsratsbeschluss das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken:

1) sofern dieses Eigentum an Aktien nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder

2) sofern die Gesellschaft als Folge dieses Aktieneigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile erleiden müsste oder

3) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet

(wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als "Unzulässige Personen" definiert werden).

Zu diesem Zwecke darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Aktien und die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Unzulässigen Person an diesen Aktien zur Folge hätte; und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Aktionäre eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien zur Eintragung in das Register der Aktionäre wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Unzulässigen Person an solchen Aktien zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Unzulässige Person auf den Generalversammlungen verweigern; und

D. einen Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Unzulässige Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist. Sofern der Aktionär dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Aktionär alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückzunehmen oder diese Rücknahme veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Aktionär bzw. den Eigentümer der zurückzunehmenden Aktien, entsprechend der Eintragung im Register der Aktionäre; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzunehmenden Aktien, das Verfahren, nach welchem der Rücknahmepreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Aktionär per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Aktionär ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Aktienzertifikat bzw. die Aktienzertifikate, sofern solche ausgestellt wurden, welche die Aktien entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Aktionärs an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Aktien. Im Falle von Namensaktien wird der Name des Aktionärs aus dem Register der Aktionäre gestrichen.

(2) Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert pro Aktie. Im Falle einer Zwangsrücknahme verringert sich der Rücknahmepreis durch die durch die Zwangsrücknahme entstehenden Unkosten.

(3) Der so errechnete Rücknahmepreis wird dem früheren Aktionär in Euro zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Rücknahmepreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Aktienzertifikate(s), sofern solche ausgestellt wurden, entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Aktionär kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Aktien oder einem Teil derselben zu und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Aktien, mit Ausnahme des Rechts, den Rücknahmepreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate (s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Aktionär nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen, sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Aktien unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Aktien nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, von dem bisherigen Aktionär für die durch die Zwangsrücknahme entstandenen Schäden am Gesellschaftsvermögen Ersatz zu fordern.

**Art. 9. Rücknahme.** Wie nachstehend näher erläutert, kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen zurücknehmen.



Unter Vorbehalt der im Verkaufsprospekt veröffentlichten Einschränkungen kann jeder Aktionär die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft beantragen. Der Rücknahmepreis ist innerhalb einer im Verkaufsprospekt definierten Frist zu zahlen und entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 12 der vorliegenden Satzung festgelegten Inventarwert der Aktien, abzüglich des vom Verwaltungsrat bestimmten Rücknahmeabschlags.

Alle derartigen Rücknahmeanträge müssen vom betreffenden Aktionär in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für die Rücknahme ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden; gleichzeitig müssen das oder die Aktienzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) zusammen mit ausreichenden Beweisen der Übertragung oder Abtretung ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Jedweder Rücknahmeantrag ist unwiderrufbar, außer im Falle einer Aufhebung der Rücknahme gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt die Rücknahme wie vorerwähnt, am ersten Bewertungstag nach Ende der Aufhebung. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen unter gebührender Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Aktionären beschließen, einen Widerruf eines Rücknahmeantrags anzunehmen.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Im Falle, wo eine Rücknahme oder ein Verkauf von Aktien den Wert des Aktienbestands eines einzelnen Aktionärs auf weniger als einen vom Verwaltungsrat festzulegenden Betrag reduziert, wird angenommen, dass der betreffende Aktionär die Rücknahme seiner sämtlichen Aktien beantragt hat.

Der Verwaltungsrat unternimmt entsprechende Anstrengungen, um eine angemessene Liquidität sicherzustellen, so dass Rücknahmen der Aktien unter normalen Umständen unverzüglich auf Antrag der Aktionäre vorgenommen werden können. Der Verwaltungsrat ist jedoch in Ausnahmefällen, wenn keine ausreichende Liquidität vorhanden ist, berechtigt, Rücknahmen aufzuschieben und Rücknahmeanträge erst dann, wenn der Verkauf entsprechender Vermögenswerte der Gesellschaft im wohl verstandenen Interesse der Aktionäre erfolgte, auszuführen. Der Verwaltungsrat kann die Aufschubung von Rücknahmen nach seinem Ermessen beschließen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, einzelne Anträge auf Rücknahme abzulehnen, wenn er davon Kenntnis erhält oder Grund zu der Annahme hat, dass sogenannte Market Timing Geschäftspraktiken vorliegen.

**Art. 10. Umtausch von Aktien.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien einer anderen Aktienklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 11. Häufigkeit und Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes und der Ausgabe von Aktien.** Zum Zwecke der Festlegung des Ausgabe- und Rücknahmepreises pro Aktie bestimmt die Gesellschaft periodisch, je nach Bestimmung des Verwaltungsrats den Inventarwert der Aktien (wobei der Tag, an welchem der Inventarwert bestimmt wird, in der vorliegenden Satzung "Bewertungstag" genannt wird).

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Inventarwerts der Aktien, die Ausgabe und die Rücknahme der Aktien aussetzen:

- a) für jedwede Periode, während welcher eine der wichtigsten Wertpapierbörsen oder geregelten Märkte, an denen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft notiert werden, aus einem anderen Grund als dem eines üblichen Feiertages geschlossen ist, oder in Zeiten, in denen der dortige Handel eingeschränkt oder vorübergehend eingestellt ist; oder
- b) im Falle einer Situation, die ein unvorhergesehenes Ereignis darstellt, infolge der sich die Veräußerung oder die Bewertung der Vermögenswerte als nicht durchführbar erweist; oder
- c) bei einem Ausfall der Kommunikations- oder Berechnungsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Preises oder des Wertes des Nettovermögens oder der Preise oder Werte an einem Markt oder einer Börse verwendet werden; oder
- d) während einer Periode, in welcher die Gesellschaft nicht zur Rückführung von Mitteln in der Lage ist und damit Zahlungen für die Rücknahme der Aktien nicht bewerkstelligen kann; oder
- e) wenn aus anderen Gründen der Wert einer der Gesellschaft gehörenden erheblichen Anlage nicht unverzüglich oder nicht präzise bestimmt oder berechnet werden kann; oder

f) wenn die Gesellschaft Kenntnis davon hat, dass die Bewertung einiger ihrer Anlagen, die sie zuvor zur Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erhalten hatte, in einem wesentlichen Punkt falsch war und dies nach Auffassung des Verwaltungsrates der Gesellschaft eine Neuberechnung dieses Nettoinventarwertes rechtfertigt (jedoch unter der Bedingung, dass der Verwaltungsrat der Gesellschaft unter keinen Umständen zur Änderung oder Neuberechnung eines zuvor berechneten Nettoinventarwertes, aufgrund dessen Zeichnungen oder Rücknahmen vorgenommen worden sein können, verpflichtet ist).

Sofern es angebracht ist, wird diese vorübergehende Einstellung von der Gesellschaft bekannt gegeben und den Aktionären, welche die Rücknahme ihrer Aktien durch die Gesellschaft beantragen, beim Einreichen des schriftlichen Antrags für eine derartige Rücknahme wie in Artikel 9 der vorliegenden Satzung angegeben, mitgeteilt.

Während der Aussetzung der Rücknahme dürfen keine Aktien ausgegeben werden.

**Art. 12. Nettoinventarwert.** Der Inventarwert der Aktien der Gesellschaft wird in Euro ausgedrückt und für jeden Bewertungstag festgelegt, indem der Nettoinventarwert, welcher dem Wert des Vermögens der Gesellschaft, abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft entspricht und durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien dividiert wird. Werden mehrere Aktienklassen ausgegeben, wird der Nettoinventarwert einer Aktie jeder Aktienklasse ermittelt, indem das Nettovermögen der Gesellschaft, das der betreffenden Aktienklasse zugeordnet wird, durch die Gesamtzahl der zu diesem Zeitpunkt umlaufenden Aktien der betreffenden Aktienklasse geteilt wird.

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen Folgendes:

- a) alle Barbestände, -forderungen oder -einzahlungen einschließlich aufgelaufener Zinsen;
- b) alle Wechsel und Schuldscheine, die auf Verlangen zahlbar sind, und alle Beträge, die der Gesellschaft geschuldet werden (einschließlich Erträge von Wertpapieren, die zwar verkauft, aber noch nicht vereinnahmt sind);
- c) alle Wertpapiere, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Optionen oder Bezugsrechte sowie alle sonstigen im Besitz der Gesellschaft befindlichen Anlagen und Wertpapiere;
- d) alle Dividenden und Ausschüttungen, die an die Gesellschaft in bar oder in Sacheinlagen zahlbar sind, in dem Umfang wie dies der Gesellschaft bekannt ist,
- e) alle aufgelaufenen Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche die Gesellschaft besitzt, außer in dem Maße wie diese Zinsen im entsprechenden Kapitalbetrag enthalten sind;
- f) die Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten der Ausgabe und des Vertriebs von Aktien der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben worden sind sowie
- g) alle anderen zulässigen Vermögenswerte gleich welcher Art einschließlich transitorischer Aktiva.

II. Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt festgelegt:

- a) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.
- b) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht niedriger als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Gesellschaft für den angemessenen Marktkurs hält;
- c) Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an mehreren Märkten notiert oder gehandelt werden, werden auf Basis des letzten verfügbaren Kurses des Hauptmarktes für die betreffenden übertragbaren Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente bewertet, es sei denn, diese Kurse wären nicht repräsentativ.
- d) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter den Buchstaben a), b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ebenso wie andere Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbaren Bewertungsregeln festlegt.
- e) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.
- f) Festgelder können zu ihrem Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Gesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem diese Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.
- g) Nicht an Terminbörsen, aber an einem geregelten Markt gehandelte Finanzinstrumente werden zu ihrem Liquidationswert bewertet, wie er von dem Verwaltungsrat der Gesellschaft nach allgemein anerkannten Grundsätzen unter Berücksichtigung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung, marktüblicher Gepflogenheiten und der Interessen der Aktionäre festgelegt wird, vorausgesetzt, dass die vorerwähnten Grundsätze allgemein anerkannten, durch die unabhängigen Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Bewertungsregeln entsprechen.
- h) Swaps werden zum Marktwert bewertet.
- i) Anteile oder Aktien von OGA(W)s werden zum letzten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet.
- j) Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Gesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung zu erreichen.

### III. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Darlehen, Wechsel und Verbindlichkeiten;
- b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen, einschließlich Verwaltungskosten, Management- und Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Depotbankgebühren, etc.;
- c) alle bekannten fälligen oder fällig werdenden Verbindlichkeiten, einschließlich aller fällig gewordenen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung in Form von Geld oder Vermögenswerten, einschließlich des Betrages aller von der Gesellschaft etwaigen festgesetzten nicht ausgeschütteten Dividenden, sofern der Bewertungstag mit dem Stichtag für die Feststellung der dividendenberechtigten Personen übereinstimmt oder diesem folgt;
- d) eine vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungstag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge sowie sonstige gegebenenfalls vom Verwaltungsrat genehmigte Rückstellungen, ferner etwaige vom Verwaltungsrat als angemessen erachtete Rückstellungen für Eventualverpflichtungen;
- e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

### VI. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

- a) gelten die gemäß Artikel 9 der vorliegenden Satzung zurückzunehmenden Aktien bis unmittelbar nach Geschäftsabschluss an dem im vorliegenden Artikel bezeichneten Bewertungstag als bestehend und werden als solche berücksichtigt und ab diesem Tag und bis zur Zahlung gilt der Preis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;
- b) gelten die infolge von eingegangenen Zeichnungsanträgen auszugebenden Aktien der Gesellschaft, unverzüglich nach Geschäftsabschluss an dem Bewertungstag, an dem der Ausgabepreis errechnet wurde, als bestehend, und dieser Preis wird, bis er von der Gesellschaft erhalten worden ist, als Forderung der Gesellschaft angesehen werden;
- c) werden sämtliche Anlagen, flüssige Mittel und sonstige Vermögenswerte der Gesellschaft, welche nicht in der Währung der Gesellschaft ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung der am Bewertungstag des Nettoinventarwertes der Aktien geltenden Wechselkurse bewertet; und
- d) werden an einem Bewertungstag die von der Gesellschaft an diesem Bewertungstag abgeschlossenen Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren soweit wie möglich berücksichtigt.

**Art. 13. Ausgabe von Aktien.** Wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem gemäß Artikel 12 bestimmten Inventarwert pro Aktie, zuzüglich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintrags- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) („Handelskosten“), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen zu den in einer Schätzung angenommenen Preisen gekauft werden müsste. Dieser Preis kann sich um eine in dem Verkaufsprospekt festgelegte Verkaufsgebühr erhöhen. Die Vergütung jedes mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Der auf diese Weise festgelegte Preis ist binnen einer Zeitspanne, die im Verkaufsprospekt dargelegt ist und vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden kann, zahlbar.

**Art. 14. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der ordentlichen Generalversammlung für eine Amtsdauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Die Generalversammlung beschließt außerdem, die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gewählt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalls oder Rücktritts oder aus anderen Gründen frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen. Die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

**Art. 16. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft, einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln, und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag („Fondsmanager“) bzw. einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) („Anlageberater“) abschließen, welche die Anlagepolitik gemäß Artikel 20 der Satzung umsetzen bzw. im Hinblick auf die Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en).

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

**Art. 17. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person, mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann mittels Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel, verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung, oder im Falle seiner Abwesenheit, seinem Stellvertreter das entscheidende Stimmrecht zu. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden und seines Stellvertreters entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsmitglieds, dem der Vorsitzende die Vollmacht zu seiner Vertretung erteilt hat.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telefax, e-mail oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 18. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 19. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 20. Anlagepolitik.** Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt und der vorliegenden Satzung beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

**Art. 21. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die ordentliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts am Gesellschaftssitz oder an einem in der Einladung angegebenen Ort am ersten Freitag im Monat Juni eines jeden Jahres um 10.30 Uhr abgehalten.

Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden. Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Bruchteilsaktien sind nicht mit Stimmrechten verbunden. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht von einer anderen Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung, werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 22. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist. Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

**Art. 23. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 24. Geschäftsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. März eines jeden Jahres und endet im Februar am Monatsultimo des darauf folgenden Jahres.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

**Art. 25. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt.

Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der Gesellschaft. Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt an deren im Aktienregister hinterlegte Bankverbindung.

**Art. 26. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 27 dieser Satzung aufgelöst werden.



Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestbetrages gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft unterbreiten, wobei die Generalversammlung ihren Beschluss ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien fasst.

Wenn das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestbetrages gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft unterbreiten, wobei die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließt; die Auflösung der Gesellschaft kann durch die Aktionäre beschlossen werden, die ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Unterschreitung der vorgehend beschriebenen Betragsgrenzen von zwei Dritteln bzw. einem Viertel des Mindestkapitals stattfindet.

Die Beträge, die von den Aktionären zum Zeitpunkt des Abschlusses der Liquidation nicht geltend gemacht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo sie den Aktionären während des vom Gesetz vorgeesehenen Zeitraums zur Verfügung stehen. Am Ende dieses Zeitraums fallen nicht geltend gemachte Beträge an den luxemburgischen Staat zurück.

Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

**Art. 27. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann nur durch eine außerordentliche Generalversammlung, welche den entsprechenden Mehrheitsanforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915, wie abgeändert, über die Handelsgesellschaften Rechnung trägt, geändert werden.

**Art. 28. Interessenkonflikte.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend den vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

**Art. 29. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, wie abgeändert, über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze, geregelt.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 29. Februar 2012 (zweitausendzwoölf).
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet am 01. Juni 2012 statt.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Grossbötzl, Schmitz und Partner Vermögensverwaltersozietät GmbH vorgeannt, zeichnet 309 Aktien ohne Nennwert zum Gegenwert von dreißigtausendneuhundert (30.900,-) Euro,

GS&P Institutional Management GmbH zeichnet 1 Aktie ohne Nennwert zum Gegenwert von einhundert (100,-) Euro.

Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Kosten*

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf EUR 4.000,- veranschlagt.



Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 wie abgeändert über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

*Außerordentliche Generalversammlung*

Sodann haben die oben angeführten Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, unverzüglich eine Generalversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende einstimmigen Beschlüsse gefasst:

I) Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

a) Herr Dr. Harald Glocker, Geschäftsführer der GS&P Institutional Management GmbH, beruflich ansässig in 60 G, Königsallee, D-40212 Düsseldorf

b) Herr Dr. Jürgen Flaskamp., geschäftsführender Gesellschafter der GS&P Vermögensverwaltersozietät GmbH, beruflich ansässig in 60G, Königsallee, D40212 Düsseldorf

c) Herr Claude Niedner, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in L-2082 Luxemburg, 14, rue Erasme.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2012 (zweitausendundzwölf) stattfinden wird.

II) Der Sitz der Gesellschaft wird auf 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf festgesetzt.

III) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG Audit S.à r.l., Réviseurs d'Entreprises, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, R.C.S. Luxemburg B 103590.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung, die im Jahre 2012 (zweitausendundzwölf) stattfinden wird.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg-Stadt am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt, haben dieselbigen gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. HOFFMANN, C. PRINZ und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 juillet 2011. Relation: LAC/2011/30720. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 12. Juli 2011.

Référence de publication: 2011097175/553.

(110109833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2011.

**French Residential Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 112.556.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075366/10.

(110083535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Fabmar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5312 Contern, 7, An den Leessen.

R.C.S. Luxembourg B 38.123.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 27 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011075367/10.

(110083065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Financière Hobby S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 139.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011075368/10.

(110083453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**FMC Finance III S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 128.963.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2010 der Gesellschaft wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2011075369/11.

(110083020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Framel Net S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 72, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 147.434.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075371/10.

(110083337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**France Properties Invest S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.303.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25/5/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011075372/10.

(110083324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**France Properties Luxco 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.510.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25/5/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011075373/10.

(110083311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

**Costeley Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 140.994.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie au siège social à Luxembourg, le 22 mars 2011 à 10 heures*

- La démission de Monsieur Boris Zeleny, de son mandat d'Administrateur A est acceptée.
- Monsieur Tomas Stastny, demeurant au 2 Studena, 921 01 Piestany en Slovaquie est nommé Administrateur A en remplacement de l'Administrateur A démissionnaire; son mandat viendra à l'échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011075241/15.

(110082653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**DP Property Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 802.125,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 113.738.

—  
Suite à une erreur matérielle sur la notification enregistrée le 23 Mars 2011 sous la référence L110046811.05 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, veuillez prendre note que l'adresse de la société Dinu Patriciu Global Properties Limited, associé de la Société, est la suivante:

- Adresse: Commence Chambers, Road Town, Tortola - Iles Vierges Britanniques;

Nom du registre: Registrar of Corporate Affairs, BVI.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DP Property Europe Holdings S.à r.l.

La représentée par Martinus C.J. Weijermans

Gérant B

Référence de publication: 2011075244/17.

(110082421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**DPGP Astra S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 131.207.

—  
Suite à une erreur matérielle sur la notification enregistrée le 12 Avril 2011 sous la référence L110057196.05 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, veuillez prendre note que l'adresse de la société Dinu Patriciu Global Properties Limited, associé de la Société, est la suivante:

- Adresse: Commence Chambers, Road Town, Tortola - Iles Vierges Britanniques.

Nom du registre: Registrar of Corporate Affairs, BVI.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DPGP Astra S.à r.l.

La représentée par Martinus C.J. Weijermans

Gérant B

Référence de publication: 2011075245/17.

(110082417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**DPGP Romania S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 131.211.

Suite à une erreur matérielle sur la notification enregistrée le 05 Janvier 2011 sous la référence L110002012.05 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, veuillez prendre note que l'adresse de la société Dinu Patriciu Global Properties Limited, associé de la Société, est la suivante:

- Adresse: Commence Chambers, Road Town, Tortola - Iles Vierges Britanniques;

Nom du registre: Registrar of Corporate Affairs, BVI.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DPGP Romania S.à r.l.

La représentée par Martinus C.J. Weijermans

Gérant B

Référence de publication: 2011075246/17.

(110082422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**Nausica, Société Anonyme.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 76.583.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement de la société NAUSICA, tenue en date du 24 mai 2011 que:

- L'assemblée décide de transférer le siège social de la société NAUSICA au 41, Avenue du X Septembre L-2551 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2011075269/14.

(110082263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**General Electronics SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-4601 Differdange, 40, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 25.048.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 26 mai 2011, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation conformément à l'article 203 de la loi sur les sociétés commerciales, de la société anonyme GENERAL ELECTRONICS SA, avec siège social statutaire à L-4601 Differdange, 40 avenue de la Liberté, de fait inconnue à cette adresse.

Ce jugement a déclaré applicable les dispositions légales relatives à la liquidation de la faillite et ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Karima HAMMOUCHE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Les déclarations de créance sont à faire au greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6<sup>ème</sup> chambre.

Pour extrait conforme

Maître Karima HAMMOUCHE

Le liquidateur

Référence de publication: 2011075379/19.

(110083514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Goma Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 61.564.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011075380/10.

(110083055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Gourmand'In S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4067 Esch-sur-Alzette, 1, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 111.714.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011075382/10.

(110083359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**GSO Domestic Capital Funding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 133.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2008 de GSO Capital Funding (Luxembourg) S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.05.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011075383/11.

(110083257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Helios Promotion Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 89.748.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2007 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Mai 2011.

*Für den Verwaltungsrat*

Référence de publication: 2011075384/11.

(110083388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Helios Promotion Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 89.748.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2008 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Mai 2011.

*Für den Verwaltungsrat*

Référence de publication: 2011075385/11.

(110083389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Immobilière Rue de Namur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.

R.C.S. Luxembourg B 51.139.

—  
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée générale ordinaire du 16 mai 2011

Le mandat des administrateurs suivants a été reconduit pour une période d'un an, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2012:

Ann OPSOMER, domiciliée 24 avenue Marnix B-1000 Bruxelles

Patrick DE VOS, domicilié 24 avenue Marnix B-1000 Bruxelles

Michel VIVARIO, domicilié 1, Melin B-5520 Onhaye

Luxembourg.

Pour avis sincère et conforme

Laurence de MATHIEU

Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011075386/18.

(110083177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**International Financial Data Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.997.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011075387/11.

(110083335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**ECI Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 162.191.

—  
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the fourth of July.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Empik Centrum Investments S.à r.l, a private limited liability company, having its registered office in, 1B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Alexandre Simon, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company, which is hereby incorporated.

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is hereby formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "ECI Holdings S.à r.l." (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").



## **Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means

of a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors of the Company. Where the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

## **Art. 3. Object.**

3.1. The Company's object is (i) to acquire or sell or otherwise dispose and to hold, directly or indirectly, (x) interests in any commercial, industrial, financial or other companies in Luxembourg or any other foreign jurisdiction and (y) any rights, patents and licenses and other property, rights and interests in property as the Company shall deem fit, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities, patents, licenses and other rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and (ii) to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2. The Company may borrow funds in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies, other companies of the group and third parties. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

3.5. The Company may render services to enterprises and other companies.

3.6. The Company may perform any operation, which is directly or indirectly related to its purpose.

## **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's capital is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into one thousand (1,000.-) common shares with a nominal value of twelve Euro and fifty cents (EUR 12.50.-) each, which are all subscribed for and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by the issue of additional ordinary shares or its redemptions pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3 Upon the issuance of new shares or the granting of any option to subscribe for new shares, each shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal value of its shares on the share capital of the company. Prior to each single issuance or the granting of options to subscribe for new shares, the pre-emption right may be restricted, limited or excluded by the general meeting of shareholders.

5.4 On top of the issued capital, the authorised corporate capital of the Company is set at forty million Euro (EUR 40,000,000.-) divided into three million and two hundred thousand (3,200,000) ordinary shares, having a nominal value of twelve Euro and fifty cents (EUR 12.50) per share ("Authorised Capital").

The board of directors is authorised, during a period ending five years after the date of publication of the present deed in the Mémorial, Recueil C, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the Authorised Capital by issuing shares to the existing shareholders or to any persons that have been approved by the shareholders at

the quorum and majority requirements as provided by article 189 paragraph 1 of the Law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the board of directors may determine. More specifically, the board of directors may determine the subscription and payment conditions of the shares to be subscribed and issued, the time and the amount of the shares to be subscribed and issued, if the shares are to be subscribed with or without an issue premium, to what extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either in cash or assets other than cash, that shares be issued following the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the board of directors under the terms of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds or notes or similar instruments issued from time to time by the Company. The board of directors may delegate to any authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors within the limits of the Authorised Capital, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment. In connection with the above authorisation, the board of directors may restrict, limit or exclude any preferential subscription rights of the existing shareholders for the same period of five years.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. Each share entitles its holder to a fraction of the corporate assets and the profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.4. If a share is pledged or the owner creates an usufruct in a share, the voting right cannot be assigned to the beneficiary of the usufruct or the pledge.

#### **Art. 7. Transfer of Shares.**

7.1. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

7.2. If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company. Such transfer shall be subject to the following procedure:

(i) Any shareholder wishing to transfer its shares ("Transferor") shall give notice of such transfer to the board of directors by registered letter, specifying the number of shares the Transferor wishes to transfer, the person to whom the Transferor wishes to transfer and the price for which the transfer is to occur (the "Sale Notice").

(ii) The board of directors shall be obliged to call a general meeting of shareholders which shall be held ultimately within six (6) weeks of receiving the Transferor's Sale Notice. The notice for convening the general meeting of shareholders shall state the contents of the Sale Notice.

(iii) If the general meeting of shareholders grants the approval requested, the transfer must take place within three (3) months thereafter.

(iv) If the general meeting does not grant its approval, it shall inform the Transferor within two (2) months after its decision of one or more other parties interested to purchase for cash all shares to which the request for approval relates, at a price and on terms at least equal to the price and terms which the Transferor has specified in the Sale Notice. Failing the presentation of such interested parties within the above two-month period, the Company shall repurchase all shares to which the request for approval relates in compliance with Article 8, at a price and on terms at least equal to the price and terms which the Transferor has specified in the Sale Notice (the "Repurchase Price"), unless such repurchase is not legally permissible or the Transferor does not consent thereto.

(v) The Transferor shall remain entitled to withdraw his offer until the expiry of one (1) month after the determination of the aforesaid price has been communicated to him in writing.

7.3. In any event, a share transfer will only be binding upon the Company or third parties following either: (i) a notification to the Company of the share transfer; or (ii) the acceptance by the Company of the share transfer, (iii) towards third parties following the publication of the transfer with the Mémorial.

#### **Art. 8. Repurchase of shares.** The Company may repurchase its own shares subject to the following conditions:

(a) the Company may only repurchase shares that have been fully paid up;

(b) the shares will be repurchased at their nominal value, unless: (i) the Company is repurchasing the shares in accordance with Article 7.2 (iv), in which case the shares shall be repurchased at the Repurchase Price; or (ii) in cases other than in accordance with Article 7.2 (iv), the board of directors determines that the shares shall be repurchased at a price which exceeds the nominal value;

(c) a repurchase can only be done to the extent the Company's freely distributable reserves allow for repurchase or by using the proceeds of a new issuance of shares made with a view to carry out such repurchase;

(d) to the extent the board of directors determines that the repurchase shall allow for a payment of a premium in excess of the nominal value of the shares to be repurchased, such payment of premium is subject to the same restrictions as set out in sub-paragraph (c).

### III. Management - Representation

#### Art. 9. Board of directors.

9.1. The management of the Company may be constituted by a board of directors consisting of one or more members, called directors and managing directors, as the case may be. Managing directors may be remunerated for their mandate as managing directors. Directors may not be remunerated for their mandate as directors.

9.2. The directors and the managing directors may be suspended or dismissed by the general meeting of shareholders at any time ad nutum (without any reason).

#### Art. 10. Powers of the board of directors.

10.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors of the Company, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

10.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the board of directors of the Company.

#### Art. 11. Procedure.

11.1. The board of directors shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any member of the board of directors at the place indicated in the convening notice.

11.2. Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all members of the board of directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of directors.

11.3. No such convening notice is required if all the members of the board of directors of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of directors of the Company.

11.4. Any member of the board of directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing another director as his proxy. The proxy shall be given in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail.

11.5. The board of directors can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of directors are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by all the directors present or represented at the meeting.

11.6. Any member of the board of directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

11.7. Resolutions of the board of directors may be adopted outside a formally convened meeting of the board of directors, provided that such resolutions are adopted in writing and are adopted unanimously and such resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or e-mail.

#### Art. 12. Representation.

12.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the board of directors of the Company. Any director acting jointly with any managing director are also authorized to represent, bind and sign on behalf of the Company, if the board of directors consist of more than one member.

12.2. The board of directors may grant a power of attorney or another continuing power of representation to other persons. The attorney-in-fact can represent the Company within the bounds of his power of representation.

12.3. In the event of a conflict of interest between the Company and a member of the board of directors of the Company, the general meeting of shareholders shall be informed of such conflict forthwith. Unless all members of the board of directors are conflicted, in which case the general meeting of shareholders has the right to waive such conflict or to appoint such person as it deems fit to represent the Company in the matter in respect of which such conflict has arisen, the Company shall be represented by two or more of the other members of the board of directors of the Company. In matters of conflict of interest, the general meeting of shareholders shall at all times have the power to designate one or more persons to represent the Company to avoid such conflict.

**Art. 13. Liability of the directors.** The members of the board of directors assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meetings of shareholders

##### **Art. 14. Powers and voting rights - Annual general meeting of shareholders.**

14.1. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

14.2. Each shareholder may appoint any person or entity as its attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent it at the general meetings of shareholders.

14.3. The board of directors will convene at least one annual general meeting of shareholders of the Company within 6 (six) calendar months after the end of the relevant financial year, in connection with the approval of the Company's annual financial statements. In addition, the board of directors may, whenever it deems fit, convene other general meetings of shareholders of the Company.

##### **Art. 15. Convening - Form - Quorum - Majority.**

15.1. The general meeting of shareholders shall be convened by the board of directors, failing which, by the supervisory board if it exists, failing which on the request of one or more shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's issued and paid up capital, by letters mailed to the addresses of the shareholders as shown in the Company's shareholders register.

15.2. Convening shall take place no later than on the fifteenth day prior to the day of the meeting.

If the period was shorter or if no convocation has taken place, valid resolutions can only be adopted by unanimous vote in a meeting where the entire issued capital of the Company is present or represented. The provisions of the previous sentence apply mutatis mutandis in respect of matters that are tabled at the meeting without mention thereof in the convening notice.

15.3. If there are less than twenty-five (25) shareholders, valid decisions of the shareholders can also be adopted outside a formally convened meeting of shareholders, provided that they are adopted in writing and by the unanimous vote of all shareholders. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or e-mail.

15.4. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

15.5. Resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

##### **Art. 16. Supervisory Board.**

16.1. A supervisory board may be appointed by the general meeting of shareholders. When the Company comprises more than twenty-five shareholders, the appointment of a supervisory board is required.

16.2. The supervisory board shall be responsible for supervising the policy of the board of directors, all operations and the general course of affairs of the Company and its affiliated business. It shall give advice to the board of directors. In the performance of their duties, the supervisory directors shall be guided by the interests of the shareholders.

16.3. The board of directors shall timely provide the supervisory board with any such information as may be necessary for the supervisory board to perform its duties.

16.4. The supervisory board shall have access to the buildings and grounds of the Company and shall be entitled to inspect the books, records and other carriers of data of the Company at any time, after prior notice to the board of directors. The supervisory board may arrange to be assisted by any expert to exercise such powers, the choice of this expert being approved by the board of directors. The supervisory board may also call for the assistance of experts in other cases at the Company's expense.

16.5. Members of the supervisory board are appointed and dismissed by the general meeting of shareholders. Retiring members of the supervisory board are eligible for re-election.

16.6. Members of the supervisory board shall from its midst appoint a person that shall chair the meetings of the supervisory board (the "Chairman").

16.7. In the event of a vacancy on the supervisory board because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the supervisory board may meet and may elect by a majority vote a member of the supervisory board to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

16.8. If the majority of the members of the supervisory board resign from their position, a general meeting of shareholders shall be convened in order to appoint a new supervisory board.

16.9. Written notice of any meeting of the supervisory board shall be given to all members of the supervisory board with at least eight days prior notice, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice for convening the meeting. Notice may be waived by the consent of each of the members of the supervisory board in writing, whether in original or by cable, telegram, telefax, telex or email of each member. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the supervisory board. If all the members of the supervisory board are present or represented at a meeting of the supervisory board, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice and valid resolutions may be adopted at such meeting.

16.10. Any member of the supervisory board may act at any meeting of the supervisory board by appointing in writing, whether in original or by cable, telegram, telex, telefax or e mail, another member of the supervisory board as his proxy.

16.11. The supervisory board can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented. Resolutions shall be passed if taken by a simple majority of the votes of the members present or represented at such meeting.

16.12. The minutes of a meeting of the supervisory board shall be signed by its Chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who chaired such meeting. Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or the chairman pro tempore or by two members of the supervisory board.

## V. Annual accounts - Allocation of profits

### Art. 17. Accounting year.

17.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

17.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the board of directors shall prepare the financial statements.

17.3. Each shareholder may inspect the above financial statements at the Company's registered office.

### Art. 18. Allocation of profits.

18.1. The gross profits of the Company stated in the annual financial statements, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

18.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend on the shares or transfer it to the reserve or carry it forward.

18.3. In calculating the amount of any distribution on shares, shares held by the Company (if any) shall be disregarded.

18.4. Unless the general meeting of shareholders determines another date of payment, distributions on shares shall be made payable immediately after they have been declared.

18.5. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(a) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of directors;  
(b) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits

since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

and

(c) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

### Art. 19. Share premium reserves.

19.1. In addition to any other reserves, the Company will have a share premium reserve for the shares.

19.2. The share premium paid on shares shall be booked on the share premium reserve, to which reserve the shareholders shall be entitled in proportion to the value of their shares.

19.3. Distributions out of the share premium reserve may, but only with due observance of Article 18, be made at any time by virtue of a resolution of the general meeting of shareholders.

19.4. With regard to distributions out of the share premium reserve as mentioned in this Article 19, the provisions of Article 18.5 shall apply correspondingly.

### Art. 20. Dissolution- liquidation.

20.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

20.2. From the balance remaining after payment of the debts of the dissolved Company, the share premium reserve shall be distributed in priority in accordance with Article 19. All amounts remaining will be distributed to the Company's shareholders in proportion to the aggregate nominal value of the shares held by each on the share capital.

## VI. General provision

**Art. 21. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

*Subscription and Payment*

All shares have been subscribed as follows:

Empik Centrum Investments S.à r.l . . . . .	1,000 shares
Total . . . . .	1,000 shares

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the total sum of twelve thousand and five hundred EURO (€ 12,500.-) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

*Transitory Provisions*

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31<sup>st</sup> 2011.

*Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.-

*Resolutions of the sole shareholder*

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The number of directors is fixed at two (2)
- 2) The number of managing directors is fixed at three (3)
- 3) The following are appointed directors and managing directors for an unlimited period:

*Directors:*

- a) Mr Christophe Davezac, director, with professional address at 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, born on February 14, 1964 at Cahors, France,
- b) Mr Emmanuel Mougeolle, director, with professional address at 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, born on July 03, 1977 at Epinal, France,

*Managing directors:*

- c) Mr Maciej Drozd, managing director, residing at 9A, ul Szamocin, PL 02-003 Warsaw, born on March 31, 1965 at Warszawa, Poland,
- d) Mr Maciej Dyjas, managing director, residing at 4a, rue Boya Zeleskiego, app 42, 00-621 Warsaw, Poland, born on September 27, 1963 at Warszawa, Poland,
- e) Ms Ewa Podgorska, managing director, residing at 104/122, rue Marszalkowska, 00-017 Warsaw, Poland, born on January 06, 1969 at Otwock, Poland.

- 4) The registered office of the Company is established at 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le quatre juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Empik Centrum and Investments S.à r.l, ayant son siège social au 1B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentée par Alexandre Simon, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:



## «I. Nom - Siège - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination "ECI Holdings S.à r.l." (ci-après dénommée la "Société"), qui est régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), et par les présents Statuts (les "Statuts").

### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi au Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par une résolution du Conseil de Gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par une résolution du conseil de gérance de la Société, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou des développements militaires sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle demeurera, malgré le transfert temporaire de siège social, une société de droit luxembourgeois.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1. La Société a pour objet (i) l'acquisition ou la vente ou tout autre acte de disposition et la détention directe ou indirecte de (x) participations dans toutes sociétés commerciales, industrielles ou financières, et autres sociétés au Luxembourg ou dans toute juridiction étrangère, et (y) tous droits, brevets et licences et autres droits de propriété que la Société juge appropriés par voie, entre autres, de souscription ou d'acquisition de toute valeurs mobilières, brevets, licences et autres droits par voie de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dettes, sous quelque forme que ce soit, et (ii) administrer, développer et gérer ces participations.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de parts de capital. La Société pourra prêter des fonds, y compris, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées, et à toutes autres sociétés du groupe. Elle pourra également consentir des garanties, gager, céder, grever ou créer ou accorder, des sûretés sur tout ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou les obligations et engagements de toute autre société, et généralement, pour son propre bénéfice et/ou celui de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de fluctuations de taux d'intérêt et tous autres risques quelconques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes opérations sur des biens mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

3.5. La Société peut rendre des services à d'autres entreprises ou sociétés.

3.6. La Société peut exercer toute opération qui est directement ou indirectement liée à son objet.

### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## II. Capital - Parts sociales

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-), représenté par mille (1.000.-) parts sociales ordinaires, sous la forme nominative, et chacune avec une valeur nominale de douze Euro et cinquante Cents (EUR 12,50), qui sont toutes souscrites et intégralement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou en plusieurs fois, par l'émission de parts sociales par une résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 En cas d'émission de nouvelles parts sociales ou l'allocation de toute option pour la souscription de nouvelles parts sociales, chaque associé aura un droit de préemption en proportion du nombre de parts sociales qu'il détient. Cependant, avant toute émission ou allocation d'une option pour la souscription de nouvelles parts sociales, le droit de préemption peut être restreint, limité ou exclu par l'assemblée générale des associés.

5.4. En plus du capital émis, le capital autorisé de la Société est fixé à quarante millions d'Euro (EUR 40.000.000) représenté par trois millions deux cent mille (3.200.000) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de douze Euro et cinquante cents (EUR 12,50) chacune («Capital autorisé»).

Le conseil de gérance est autorisé, pendant une période se terminant cinq ans après la date de publication du présent acte au Mémorial, Recueil C, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit dans les limites du capital autorisé par l'émission de parts sociales aux associés existants ou à toute personne qui a été approuvée par les actionnaires, selon les exigences de quorum et de majorité définies dans l'article 189 paragraphe 1 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Ce montant de capital augmenté peut être souscrit et émis conformément aux termes et conditions déterminés par le conseil de gérance. Plus spécifiquement, le conseil de gérance peut déterminer les conditions de souscription et de paiement des parts sociales devant être souscrites et émises, le moment et le montant des parts sociales devant être souscrites et émises, si les parts sociales doivent être souscrites avec ou sans une prime d'émission, dans quelle mesure le paiement des parts sociales nouvellement émises est acceptable soit en espèces, soit en actifs autres qu'espèces, que les parts sociales soient émises suivant l'exercice des droits de souscription et/ou de conversion déterminés par le conseil de gérance d'après les termes des warrants (lesquels peuvent être séparés ou attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires), obligations convertibles, billets ou instruments similaires émis de temps en temps par la Société. Le conseil de gérance peut déléguer à tout gérant ou directeur autorisé de la Société ou à toute personne dûment autorisée, la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des parts sociales représentant tout ou partie de ces montants de capital augmentés. A la suite de chaque augmentation du capital souscrit, exécutée dans la forme légalement requise par le conseil de gérance dans les limites du capital autorisé, le présent article devra, par conséquent, être ajusté à cette modification. En rapport avec l'autorisation ci-dessus, le conseil de gérance peut restreindre, limiter ou exclure tous les droits préférentiels de souscription des associés existants pendant la même période de cinq ans.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Chaque part donne à son détenteur le droit à une fraction des actifs et des profits de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, et seulement un propriétaire est admis par action. Des propriétaires indivis doivent nommer une personne unique comme leur représentant auprès de la Société.

6.3. Un registre des associés sera gardé au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être examiné par chaque associé qui en fait la demande.

6.4. Priété, le droit de vote ne peut pas être assigné au bénéficiaire de l'usufruit ou au bénéficiaire du gage.

#### **Art. 7. Transfert des parts sociales.**

7.1. Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés ou, en cas d'associé unique, à des tiers.

7.2. Si la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales à des non associés est soumise à l'approbation préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Ce transfert est soumis à la procédure suivante:

(i) Tout associé souhaitant transférer ses parts sociales ordinaires (le "Cédant") doit notifier ce transfert au conseil de gérance par lettre recommandée, en précisant le nombre de parts sociales que le Cédant souhaite transférer, la personne à laquelle le Cédant souhaite transférer et le prix pour lequel le transfert doit avoir lieu (la "Notification de Vente").

(ii) Le Conseil de Gérance est tenu de convoquer une assemblée générale des associés qui se tiendra dans un délai de six (6) semaines endéans la réception de la Notification de Vente par le Cédant. L'Ordre du jour précisé dans la convocation de l'assemblée générale des associés doit indiquer le contenu de la Notification de Vente.

(iii) Si l'assemblée générale des associés approuve la vente, le transfert doit avoir lieu dans un délai de trois (3) mois.

(iv) Si l'assemblée générale refuse d'approuver la vente, elle doit informer le Cédant et endéans un délai de deux (2) mois suite à cette décision qu'une ou que plusieurs autres parties seraient intéressées par l'achat de toutes les parts sociales qui ont été soumises à l'agrément de l'assemblée, à un prix et à des conditions au moins égales au prix et aux conditions que le Cédant a fixés dans la Notification de Vente. À défaut de présentation de parties intéressées endéans deux (2) mois, la Société doit racheter toutes les parts sociales pour lesquelles il y eu une demande d'agrément en conformité avec l'Article 8, à un prix et à des conditions au moins égales au prix et aux conditions que le Cédant a précisés dans Notification de Vente (le "Prix de Rachat"), sauf si ce rachat n'est pas légalement admissible ou que le Cédant n'y consent pas.

(v) Le Cédant conserve le droit de retirer son offre endéans un (1) mois après que la détermination du prix ci-dessus ait été communiquée au requérant par écrit.

7.3. En tout état de cause, le transfert des parts sociales ne sera opposable à la Société ou au tiers qu'après que: (i) la notification du transfert ait été faite à la Société, ou (ii) que la Société ait accepté la cession des parts sociales, (iii) vis-à-vis des tiers suite à la publication du transfert faite au Mémorial.

#### **Art. 8. Rachat de parts sociales.** La Société ne peut racheter ses parts sociales qu'aux conditions suivantes:

(a) la Société ne peut racheter que les parts sociales qui ont été entièrement libérées;

(b) lors d'un rachat, les parts sociales seront rachetées à leur valeur nominale, à moins que: (i) la Société rachète les parts sociales en conformité avec l'Article 7.2 (iv), dans ce cas les parts sociales seront rachetées au Prix de Rachat; ou (ii) dans les cas autres que ceux de l'Article 7.2 (iv), le conseil de gérance détermine que les parts sociales doivent être rachetées à un prix qui excède la valeur nominale;

(c) un rachat ne peut être opéré que si la réserve librement distribuable permet le rachat ou qu'en utilisant les recettes de l'émission de nouvelles parts sociales faite en vue d'une telle opération de rachat;

(d) dans l'hypothèse où le conseil de gérance détermine que le rachat permet le paiement d'une prime en sus de la valeur nominale des parts sociales à racheter, le paiement d'une telle prime est sujet aux mêmes restrictions que celles prévues au sous paragraphe (c).

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 9. Conseil de Gérance.

9.1. La Société est gérée par un Conseil de Gérance, composé d'un ou plusieurs membres, dénommés gérants ou gérants délégués, le cas échéant. Les gérants délégués peuvent être rémunérés pour leur mandat de gérants délégués. Les gérants ne seront pas rémunérés pour l'accomplissement de leur mandat.

9.2. Les gérants et les gérants délégués peuvent être révoqués ou suspendus par l'assemblée générale des associés à tout moment ad nutum (sans aucune raison).

#### Art. 10. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

10.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts relèveront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

10.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le Conseil de Gérance de la Société.

#### Art. 11. Procédure.

11.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des membres du conseil de gérance au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

11.2. Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être adressée à tous les membres du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence dont la nature devra figurée dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

11.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, par la remise soit de l'original, d'un télégramme, télex, télécopie ou d'un e-mail.

11.4. Tout membre du conseil de gérance pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire. La procuration doit être donnée par écrit, par la remise soit de l'original, d'un télégramme, télex, télécopie ou d'un e-mail.

11.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les résolutions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

11.6. Tout membre du conseil de gérance peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant de s'entendre et de prendre la parole. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

11.7. Les résolutions du conseil de gérance peuvent être adoptées en dehors d'une réunion formellement convoquée, si de telles résolutions sont adoptées par écrit et à l'unanimité, et, de telles résolutions signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre, télécopie ou e-mail.

#### Art. 12. Représentation.

12.1. La Société sera engagée, en toutes circonstances, à l'égard des tiers, par le conseil de gérance. Tout gérant, agissant ensemble avec un gérant délégué, est également autorisé à représenter, à engager et à signer pour le compte de la société, si le conseil de gérance est composé de plus d'un membre.

12.2. Le conseil de gérance peut accorder un mandat spécial ou tout autre pouvoir de représentation à d'autres personnes. Le mandataire peut représenter la Société dans les limites de son pouvoir de représentation.

12.3. Dans l'éventualité de la survenance d'un conflit d'intérêt entre la Société et un des membres du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés doit être informée d'un tel conflit. À moins que tous les membres du conseil de gérance soient en conflit, cas dans lequel l'assemblée générale des associés a le droit de suspendre tous conflits ou de désigner une personne afin de représenter la Société dans la situation dans laquelle le conflit existe, la Société doit être représentée

par deux ou plusieurs membres du conseil de gérance de la Société. En cas de conflits d'intérêts, l'assemblée générale des associés peut en toute circonstance désigner une ou plusieurs personnes pour représenter la Société afin d'éviter un tel conflit.

**Art. 13. Responsabilité des gérants.** Les membres du conseil de gérance ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblées générales des associés

##### **Art. 14. Pouvoirs et Droits de vote - Assemblée générale annuelle des associés.**

14.1. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

14.2. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit que ce soit par courrier, télégramme, télex, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique y compris par courrier électronique une autre personne comme mandataire.

14.3. Le conseil de gérance convoquera au moins une assemblée générale annuelle des associés de la Société dans les 6 (six) mois suivant la fin de l'année financière, en relation avec l'approbation des comptes annuels de la Société. De plus, le conseil de gérance peut, lorsqu'il l'estime nécessaire, convoquer d'autres assemblées générales des associés de la Société.

##### **Art. 15. Convocation - Forme - Quorum - Majorité.**

15.1. L'assemblée générale des associés sera convoquée par le conseil de gérance, ou à défaut par le conseil de surveillance si il en existe un, et sinon à la requête d'un ou plusieurs associés représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société émis et payé, par lettres envoyées aux adresses de chaque associé tel qu'indiqué dans le registre des associés de la Société.

15.2. La convocation doit être faite au plus tard quinze jours avant la date de l'assemblée.

Si la période est plus courte ou si aucune convocation n'a été adressée, les résolutions ne pourront être adoptées qu'à l'unanimité des votes lorsque la totalité du capital émis est présente ou représentée. Ces dispositions s'appliquent mutatis mutandis aux résolutions prévues à l'ordre du jour sans mention faite dans l'avis de convocation.

15.3. Dans le cas où il y a moins de vingt-cinq (25) associés, les résolutions peuvent aussi être adoptées en dehors d'une assemblée régulièrement convoquée, si ces dernières sont adoptées par écrit et à l'unanimité des associés. Les signatures des associés peuvent apparaître sur un seul document ou sur de multiples copies d'une même résolution et dont la preuve peut être établie par lettre, par télécopie ou e-mail.

15.4. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

15.5. Les résolutions entraînant la modification des Statuts ou la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des associés représentant au moins trois quart du capital social de la Société.

##### **Art. 16. Conseil de surveillance.**

16.1. Un conseil de surveillance peut être nommé par l'assemblée générale des associés. Lorsque la société comprend plus de vingt-cinq associés, la nomination d'un conseil de surveillance est obligatoire.

16.2. Le conseil de surveillance est responsable de la supervision de la politique de gestion du conseil de gérance, la supervision de toutes les opérations et du cours général des affaires de la Société. Le conseil de surveillance conseille le conseil de gérance. Dans l'accomplissement de leurs obligations, les membres du conseil de surveillance agiront dans l'intérêt des associés.

16.3. Le conseil de gérance fournit périodiquement au conseil de surveillance toutes les informations nécessaires au conseil de surveillance pour accomplir sa mission.

16.4. Le conseil de surveillance a accès aux bâtiments et propriétés de la Société et est autorisé à inspecter, à n'importe quel moment, les livres et tous autres documents de la Société, après notification préalable du conseil de gérance de la Société. Le conseil de surveillance peut être assisté d'un expert pour exercer ses compétences, le choix de cet expert devant être approuvé par le conseil de gérance. Le conseil de surveillance peut également faire appel aux services d'un expert aux frais de la Société dans d'autres cas.

16.5. Les membres du conseil de surveillance sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés. Les membres sortants du conseil de surveillance sont rééligibles.

16.6. Le conseil de surveillance désignera en son sein une personne qui en présidera les réunions (le "Président").

16.7. Dans l'hypothèse d'une vacance au conseil de surveillance en raison du décès, de la démission ou pour toute autre cause, les membres restants du conseil de surveillance devront se réunir et élire à la majorité des votes un membre du conseil de surveillance pour compenser cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale des associés.

16.8. Si une majorité des membres du conseil de surveillance démissionne de leur poste, une assemblée générale des associés devra être convoquée afin de nommer un nouveau conseil de surveillance.

16.9. Une convocation écrite pour chaque réunion du conseil de surveillance doit être donnée à tous les membres du conseil de surveillance en respectant un délai de huit jours, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la convocation doit préciser les circonstances d'urgence pour la tenue d'une telle réunion. La convocation peut être suspendue par le consentement de chacun des membres du conseil de surveillance par écrit, soit remise en original, soit par câble, télégramme, téléfax, télex ou e-mail. Des convocations séparées ne sont pas requises pour la tenue de réunions tenues au lieu et heure prévus dans un emploi du temps qui a été adopté antérieurement par le conseil de surveillance. Si tous les membres du conseil de surveillance sont présents ou représentés à la réunion du conseil de surveillance, et, si ces derniers déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut être tenue sans convocation préalable et des résolutions peuvent être adoptées lors de cette réunion.

16.10. Chaque membre du conseil de surveillance peut agir à toute réunion du conseil de surveillance par la désignation par écrit, soit remis en original, soit par câble, télégramme, téléfax, télex ou e-mail, d'un autre membre du conseil de surveillance pour le représenter.

16.11. Le conseil de surveillance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les résolutions seront prises valablement à la simple majorité des votes des membres présents ou représentés à la réunion.

16.12. Les résolutions de la réunion du conseil de surveillance doivent être signées par le Président ou, en son absence, par le président pro tempore qui siège à cette réunion. Des copies ou extraits des résolutions qui peuvent être produits lors de procédures judiciaires seront signés par le Président ou le président pro tempore ou par deux membres du conseil de surveillance.

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

### Art. 17. Exercice social.

17.1. L'exercice social de la Société débute le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre.

17.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le Conseil de Gérance doit préparer les états financiers.

17.3. Tout associé peut prendre connaissance des états financiers ci-dessus au siège social de la Société

### Art. 18. Affectation des bénéfices.

18.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net de la Société. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

18.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

18.3. Pour le calcul des distributions sur chaque part sociale, les parts sociales détenues par la Société ne seront pas prises en compte.

18.4. Tout dividende sera distribué immédiatement après avoir été déclaré, à moins que l'assemblée générale des associés n'ait déterminé une autre date de paiement.

18.5. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment sous réserve du respect des conditions suivantes:

(a) un état comptable ou un inventaire ou un rapport doit être dressé par le conseil de gérance;

(b) il doit ressortir de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(c) le paiement est réalisé dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

### Art. 19. Réserves de primes d'émission.

19.1. En sus de toutes autres réserves, la Société aura une réserve de prime d'émission.

19.2. La prime d'émission payée sur les parts sociales ordinaires sera allouée à sur un compte de primes d'émission, auxquels seuls les détenteurs de parts sociales ordinaires auront droit en proportion de la valeur de leurs parts sociales ordinaires.

19.3. La distribution de la réserve de prime d'émission pourra être décidée et effectuée à tout moment par résolution de l'assemblée générale des associés à condition que les stipulations de l'Article 18 soient respectées.

19.4. Lors de toute distribution de la réserve de primes d'émission comme mentionné au présent Article 19, les stipulations de l'article 18.5 s'appliqueront de façon correspondante.

### Art. 20. Dissolution - Liquidation.

20.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution de l'assemblée générale des associés ou par la Loi, les liquidateurs seront

investis des pouvoirs les plus étendus qui leur sont confiés par la loi applicable pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

20.2. Après réalisation des actifs et paiement des dettes de la Société, la réserve de prime d'émission sera distribuée en priorité conformément à l'Article 19. Le boni de liquidation restant sera distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la société.

## VI. Disposition générale

**Art. 21. Loi applicable.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.»

### *Souscription et libération*

Les parts sociales ont été souscrites par:

Empik Centrum Investments S.à r.l . . . . .	1.000 parts sociales
Total . . . . .	1.000 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par apport en espèces de sorte que la somme totale de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.200.

### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé préqualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des gérants est fixé à deux (2)
- 2) Le nombre des gérants délégués est fixé à trois (3)
- 3) Les gérants et gérants délégués nommés pour une durée indéterminée seront:

#### *Gérants:*

- a) Monsieur Christophe Davezac, gérant, demeurant professionnellement au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, né le 14 février 1964 à Cahors, France,
- b) Monsieur Emmanuel Mougeolle, gérant, demeurant professionnellement au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, né le 3 juillet 1977 à Epinal, France,

#### *Gérants délégués:*

- c) Monsieur Maciej Drozd, gérant délégué, demeurant au 9A, ul Szamocin, PL 02-003 Warsaw, né le 31 mars 1965 à Warszawa, Pologne,
- d) Monsieur Maciej Dyjas, gérant délégué, demeurant au 4a, rue Boya Zeleskiego, app 42, 00-621 Warsaw, Pologne, né le 27 septembre 1963 à Warszawa, Pologne,
- e) Mademoiselle Ewa Podgorska, gérant délégué, demeurant au 104/122, rue Marszalkowska, 00-017 Warsaw, Pologne, né le 6 janvier 1969 à Otwock, Pologne.

- 4) Le siège social de la société est établi au 67, rue Ermesinde L-1469 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. SIMON et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 juillet 2011. Relation: LAC/2011/31646. Reçu soixante-quinze euros(75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Référence de publication: 2011100968/686.

(110115121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2011.

---

**Istanbul Bond Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 114.703.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011075388/10.

(110083269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**ILP III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 30, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 127.004.

*Extraits des résolutions prises lors de l'assemblée générale des associés tenue en date du 23 mai 2011*

*4<sup>ème</sup> Résolution:*

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Réviseur d'Entreprises de la société Deloitte S.A. ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg pour une nouvelle période d'un an allant jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clôturés au 12 avril 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2011.

Adrien COULOMBEL

Gérant

Référence de publication: 2011075389/17.

(110083151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Immobilière des Sables S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 86.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011075390/10.

(110083449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

---

**Stanley Munich 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.899.

*Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale l'associé en date du 12 Mai 2011*

Monsieur Alfred Foglio, demeurant professionnellement au 35 Portman Square, W1H 6LR, Royaume Uni, démissionne comme gérant de la Société, avec effet à partir de 8 avril 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait au Luxembourg, le 24 mai 2011.

*Pour la Société*

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2011075274/16.

(110082518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**Toyo Engineering Europe, Société Anonyme.**

Siège social: L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII.

R.C.S. Luxembourg B 10.490.

—  
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2011, tenue au siège social de la société, que les mandats de tous les membres du conseil d'administration ont été prolongés pour une nouvelle durée d'un an.

Avec effet au 20 mai 2011, le conseil d'administration se compose comme suit:

- |                                        |                        |
|----------------------------------------|------------------------|
| - M. Keiichi Matsumoto, Chiba          | président              |
| - M. Hiroshi Kato, Luxembourg          | administrateur-délégué |
| - M. Kenji Soejima, Chiba              | administrateur         |
| - M. Helmut Duerholt, Luxembourg       | administrateur         |
| - Mme Schroeder Christiane, Luxembourg | administrateur         |

Luxembourg, le 27 mai 2011.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Hiroshi KATO

Référence de publication: 2011075276/20.

(110082647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

**TOCTRO S.A., Twenty One Century Taxation Research Office S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 100.655.

L'an deux mille onze, le dix-huit mars.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "TWENTY ONE CENTURY TAXATION RESEARCH OFFICE S.A.", en abrégé TOCTRO S.A (matricule 1996 2215 966), avec siège social à L-8814 Bigonville, 34, rue Principale,

inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 100.655,

constituée, alors sous la dénomination SINECAFE S.A. et avec siège social à Eischen, suivant acte reçu par Maître Aloyse Biel, notaire alors de résidence à Capellen en date du 1<sup>er</sup> octobre 1996, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 650 du 14 décembre 1996.

La séance est ouverte à 13.00 heures sous la présidence de Monsieur Monsieur Richard FIELZ, expert-comptable, né le 27 mai 1949 à Ixelles, demeurant 128 rue Washington à B-1050 Ixelles.

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le Président de l'assemblée expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que le présent acte a pour objet:

1. Transfert du siège social de la société de L-8814 Bigonville, 34, rue Principale, vers L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon, et modification de l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2 des statuts.

2. Démission de Monsieur Philippe BOSSICARD en tant qu'administrateur.

3. Nomination de Monsieur Michel NOPPE en remplacement.

4. Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L-8814 Bigonville, 34, rue Principale, vers L-1150 Luxembourg, 128, route d'Arlon et de modifier par conséquent l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup> . (alinéa 2).** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg."

*Deuxième résolution:*

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Philippe BOSSICARD du poste d'administrateur suivant son courriel du 3 février 2011 avec décharge pour l'exercice de ses fonctions.

*Troisième résolution:*

L'assemblée générale nomme en remplacement au poste d'administrateur, Monsieur Michel NOPPE, expert-comptable, né à Anderlecht en Belgique le 23 août 1953, demeurant à B-1030 Schaerbeek, 41, Boulevard Léopold III.

Son mandat se terminera le 3 août 2016.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour l'assemblée a été clôturée.

*Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à environ 750,- EUR.

*Déclaration*

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. FIELZ, P. PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 23 mars 2011. DIE/2011/2881. Reçu soixante-quinze euros EUR 75.-.

Le Receveur ff. (signé): C. Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME

Ettelbruck, le 13 avril 2011.

Pierre PROBST

*Le notaire*

Référence de publication: 2011075233/74.

(110081620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---

**Fidex Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 48.513.

Par la présente, nous démissionnons de notre poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat de la société VECTOR INVESTMENTS S.A., 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg inscrite au RCS Luxembourg B-130349.

Luxembourg, le 23 mai 2011.  
FIDEX AUDIT S.à r.l.  
Société à responsabilité limitée  
Signature

Référence de publication: 2011075278/14.

(110082490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**Vector Investments S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 130.349.

—  
La société anonyme SOFINEX S.A., 21, boulevard de la Pétrusse, RCS Luxembourg B-46699 résilie avec effet immédiat la convention de domiciliation conclue avec la société anonyme VECTOR INVESTMENTS S.A., située jusqu'alors au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg B-130349.

Luxembourg, le 23 mai 2011.  
SOFINEX S.A.  
Société Anonyme  
Signature

Référence de publication: 2011075279/13.

(110082493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**WITEC Group SA, Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 35.000,00.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 31A, route de Wilwerdange.

R.C.S. Luxembourg B 95.276.

—  
*Auszug es geht aus den Beschlüssen der außergewöhnlichen Verwaltungsratsitzung vom 26. Mai 2011 hervor, daß:*

*Einzigster Beschluss:*

Der Verwaltungsrat beschließt einstimmig, Herrn Karl BREUER, wohnhaft in B-4780 ST.VITH, Hünningen 54B, geboren am 14.06.1964 in Malmedy, das Mandat als geschäftsführender Direktor mit Wirkung zum ersten März 2011 aufzukündigen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, den 27. Mai 2011.  
*Für die Gesellschaft*  
Unterschrift

Référence de publication: 2011075281/17.

(110082411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

---

**Regalon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-1880 Luxembourg, 30, rue Pierre Krier.

R.C.S. Luxembourg B 156.165.

—  
*Extrait des résolutions adoptées par les associés en date du 18 mai 2011*

- La démission de Monsieur Ruben Daniel Sousa Freitas en tant que gérant administratif est acceptée et ne sera pas remplacé.

- La démission de Monsieur Armenio Joao Pereira Das Neves en tant que gérant technique est acceptée et Monsieur Ruben Daniel Sousa Freitas, demeurant au 8, rue du Fossé, L-3644 Kayl est nommé en son remplacement.

Certifié sincère et conforme  
*Pour Regalon s.à R.L.*  
Signatures

Référence de publication: 2011073674/16.

(110081809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.

---